



Gascogne Toulousaine  
communauté de communes

## RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020

Séance du Bureau et de la commission Finances du Mardi 28 janvier à 18 h 00

# Débat d'orientations budgétaires 2020

# Le contexte règlementaire

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) crée, par son article 107, de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financière des collectivités territoriales. Le débat d'orientations budgétaires doit dorénavant faire l'objet d'un rapport comportant des informations énumérées par la loi.

Pour les communes de plus de 3 500 habitants et leurs E.P.C.I., l'exécutif doit présenter à son organe délibérant, **un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette**. Le formalisme relatif au contenu de ce rapport, à sa transmission et sa publication reste à la libre appréciation des collectivités en l'absence de décret d'application.

En outre, **pour les communes de 10 000 habitants, les E.P.C.I. de plus de 10 000 habitants comportant au moins une commune de plus de 3 500 habitants, le rapport doit également comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs** (évolution prévisionnelle et exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail).

Ce rapport donne lieu à un débat qui permet à l'assemblée délibérante de discuter sur l'évolution de la situation financière de la collectivité et sur des orientations budgétaires de l'exercice et des engagements pluriannuels qui préfigurent les priorités du budget primitif et à un vote. Il doit être transmis au représentant de l'État et être publié.

La loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques contient de nouvelles règles concernant le D.O.B. pour le budget principal et les budgets annexes. L'article 13 dispose qu'à l'occasion du débat d'orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale et groupement présente ses objectifs concernant :

- **l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement,**
- **l'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.**

Le Président et son exécutif ont souhaité inscrire ce débat en début d'année 2020. Ainsi, il sera proposé à l'assemblée délibérante de procéder au vote du BP 2020, **le jeudi 27 février**.

## Le contexte national

**Malgré le ralentissement économique mondiale lié notamment à la montée des tensions commerciales et des incertitudes autour du Brexit, la croissance française résiste mieux que celle de certains de ses partenaires européens comme l'Allemagne ou l'Italie.**

En 2019 et en 2020, l'économie française devrait conserver un rythme de croissance solide grâce à une demande intérieure soutenue, notamment grâce aux investissements des entreprises et à une consommation des ménages favorisée par le dynamisme de l'emploi et les mesures du Gouvernement en faveur du pouvoir d'achat.

En 2019, le pouvoir d'achat augmenterait pour atteindre son meilleur niveau depuis 2007, à + 2 %. La consommation accélérerait en 2020, les ménages consommant progressivement leurs gains de pouvoir d'achat. L'inflation diminuerait en 2019 (+ 1,1 %) après une année 2018 marquée par une forte hausse des cours du pétrole (+ 1,8 %). **L'inflation se stabiliserait en 2020 à + 1,2 %.**

# Préambule sur la loi de Programmation des Finances publiques 2018-2022

Le Parlement a adopté, le 22 janvier 2018, la Loi de Programmation des Finances Publiques (LPFP) 2018-2022 qui fixe un cadre pluriannuel à la trajectoire des finances publiques sous la forme d'objectifs chiffrés.

**L'article 13 de la LPFP 2018-2022 précise : « Les collectivités territoriales contribuent à l'effort de réduction du déficit public et de maîtrise de la dépense publique, selon des modalités à l'élaboration desquelles elles sont associées ».**

Cette trajectoire ambitieuse de redressement des comptes publics prévoit donc un effort du secteur public local de 13 Mds €, au travers d'une contractualisation pour les collectivités dont les dépenses de fonctionnement sont les plus importantes.

À ce jour, 230 collectivités sur 322 dont les Dépenses Réelles de Fonctionnement (DRF) du budget principal sont supérieures à 60 M€ ont contractualisé avec l'État pour une durée de 3 ans soit une proportion de 71 %.

L'article 13 précise également que même sans l'obligation de contractualiser avec l'État, **les communes de plus de 3 500 habitants, les EPCI doivent présenter dans le débat d'orientation budgétaire des objectifs qui suivent la trajectoire nationale :**

- un objectif d'évolution annuelle des dépenses de fonctionnement de + 1,2 % ;
- un objectif d'amélioration du besoin de financement.

Par une maîtrise des dépenses de fonctionnement et en introduisant un dispositif d'encadrement du ratio d'endettement, l'État entend optimiser le niveau d'autofinancement des collectivités territoriales et s'assurer de la soutenabilité financière du recours à l'emprunt par les collectivités.

# Les principales mesures budgétaires et fiscales de la Loi de Finances pour 2020

## ◆ Une stabilisation des dotations et de la péréquation pour les collectivités locales

- La Dotation Globale de Fonctionnement est à nouveau stabilisée au plan national, à hauteur de 26.8 Md€.
- Concernant la péréquation, les choix effectués dans le budget de 2019 sont reconduits : ainsi, la péréquation est reconduite à hauteur de 180 millions d'euros pour les communes et leurs EPCI : 90 millions pour la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) et 90 millions pour la Dotation de Solidarité Rurale (DSR)
- Le PLF 2020 maintient l'enveloppe du FPIC à son niveau de 2019.
- Les dotations de soutien à l'investissement local sont stables avec plus d'un milliard d'euros de Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR), 570 millions d'euros de Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) et 150 millions d'euros pour la Politique de la Ville (PDV).

## ◆ Améliorer le pouvoir d'achat des français

- Baisser l'impôt sur le revenu des classes moyennes et populaires.
- Supprimer la taxe d'habitation sur la résidence principale pour tous les français.

Pour 80 % des foyers fiscaux, la taxe d'habitation sera définitivement supprimée en 2020. Pour les 20 % des ménages restants, l'allègement sera de 30 % en 2021, puis de 65 % en 2022.

En 2023, plus aucun foyer ne paiera de taxe d'habitation sur sa résidence principale.

La taxe d'habitation sur les résidences secondaires et sur les logements vacants sera maintenue.

*(valeurs locatives pour 2020 revalorisées de 0,9 %)*

◆ **Simplifier et moderniser la fiscalité locale :**

- Transfert de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties aux communes. Ainsi le taux de TFB 2021 de chaque commune sera égal à la somme du taux départemental de foncier bâti 2019 et du taux communal de foncier bâti 2019.
- Transfert d'une partie de la TVA aux intercommunalités en 2021 pour compenser la perte de la taxe d'habitation sur les résidences principales

## Comparaison de la prospective 2019 et du CA 2019 (provisoire)

	Prospective 2019	CA 2019	Ecart
<b>Dépenses</b>	<b>13 604 855,00</b>	<b>13 101 407</b>	<b>-3,70%</b>
011	1 555 733,00	1 329 327	-14,55%
012	5 736 285,00	5 458 766	-4,84%
65	1 886 606,00	1 873 220	-0,71%
014	4 182 045,00	4 190 030	0,19%
67	87 660,00	84 367	-3,76%
68	60 000,00	60 000	0,00%
66	96 526,00	105 697	9,50%
<b>Recettes</b>	<b>13 785 942,00</b>	<b>13 797 402</b>	<b>0,08%</b>
70	1 231 255,00	1 232 649	0,11%
73	8 894 431,00	8 924 445	0,34%
74	3 599 256,00	3 557 786	-1,15%
75	800,00	762	-4,69%
77	29 200,00	34 800	19,18%
013	31 000,00	46 960	51,48%

Épargne brute	181 087,00	695 995,02
capital (1641)	169 199,00	173 619,35
Épargne nette	<b>11 888,00</b>	<b>522 375,67</b>

**Recettes de fonctionnement (+ 0,08 %) :**  
bonne estimation de l'ensemble des produits

**Dépenses de fonctionnement (- 3,70 %) :**

Prospective 2019 réalisée avec les montants inscrits au BP 2019

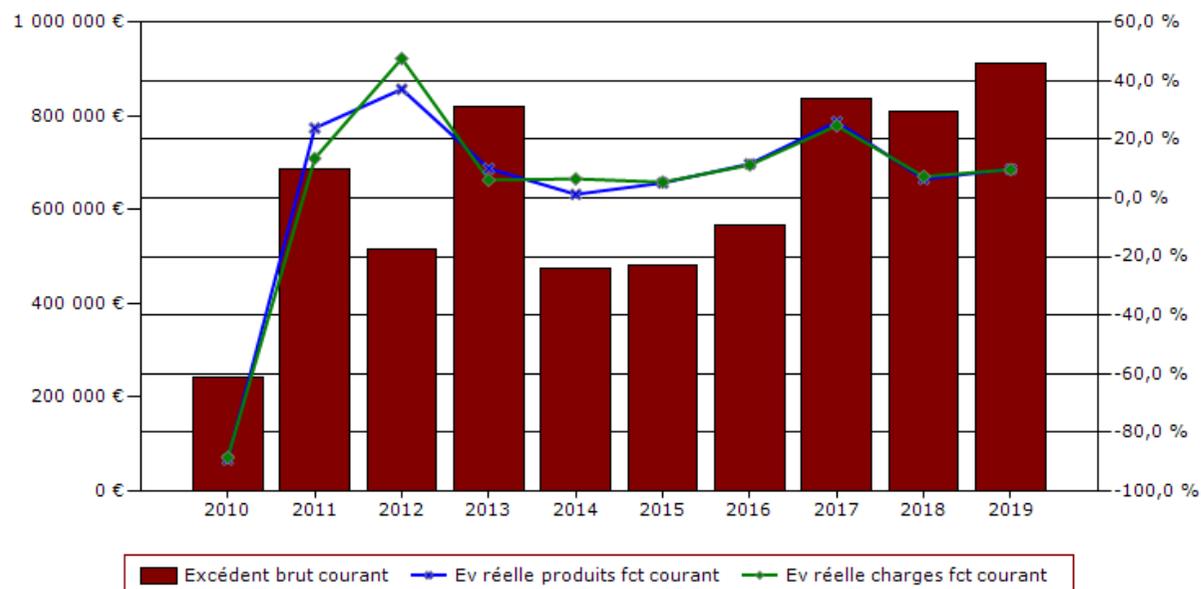
- chapitre 011 : prise en compte pour la 1<sup>ère</sup> année d'un budget services techniques (dépenses en doublon entre ST et services gestionnaires Piscine, PE..)
- chapitre 012 : difficulté à appréhender le budget Jeunesse et de la crèche familiale (équipe incomplète sur toute l'année en jeunesse, absence importante sur la crèche familiale avec des agents non rémunérés)

**Clôture des résultats 2019:** épargne nette de 522 k€ liée d'une part à une politique de maîtrise des dépenses et d'autre part à des dépenses de personnel non réalisées

## Rétrospective 2010-2019

€	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Produits de fct. courant	3 848 377	4 866 819	6 801 349	7 538 086	7 663 095	8 057 399	9 012 855	11 471 297	12 406 730	13 762 602
- Charges de fct. courant	3 606 930	4 180 059	6 287 195	6 719 860	7 187 697	7 575 303	8 446 462	10 634 992	11 597 839	12 851 343
<b>= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)</b>	<b>241 447</b>	<b>686 759</b>	<b>514 154</b>	<b>818 226</b>	<b>475 398</b>	<b>482 096</b>	<b>566 393</b>	<b>836 304</b>	<b>808 891</b>	<b>911 259</b>
<b>+ Solde exceptionnel large</b>	<b>486</b>	<b>-302 455</b>	<b>38 955</b>	<b>-343 592</b>	<b>24 327</b>	<b>-25 855</b>	<b>-17 493</b>	<b>-54 170</b>	<b>-105 300</b>	<b>-109 951</b>
= Produits exceptionnels larges*	4 954	6 042	49 115	15 923	24 327	1 354	8 255	3 961	44 753	34 800
- Charges exceptionnelles larges*	4 469	308 497	10 160	359 515	0	27 209	25 748	58 132	150 053	144 751
<b>= EPARGNE DE GESTION (EG)</b>	<b>241 932</b>	<b>384 304</b>	<b>553 109</b>	<b>474 634</b>	<b>499 725</b>	<b>456 241</b>	<b>548 899</b>	<b>782 134</b>	<b>703 591</b>	<b>801 307</b>
- Intérêts	54 866	49 406	58 389	95 175	93 898	74 977	73 739	64 026	100 444	105 312
<b>= EPARGNE BRUTE (EB)</b>	<b>187 066</b>	<b>334 899</b>	<b>494 720</b>	<b>379 459</b>	<b>405 827</b>	<b>381 264</b>	<b>475 160</b>	<b>718 108</b>	<b>603 147</b>	<b>695 995</b>
- Capital	125 881	138 398	131 209	168 743	117 306	136 067	126 614	128 703	141 179	173 619
<b>= EPARGNE NETTE (EN)</b>	<b>61 185</b>	<b>196 501</b>	<b>363 512</b>	<b>210 716</b>	<b>288 521</b>	<b>245 197</b>	<b>348 546</b>	<b>589 405</b>	<b>461 968</b>	<b>522 376</b>

Excédent brut courant



- Une épargne nette en croissance constante entre 2010 et 2019
- Un excédent brut courant qui passe de 241 k€ en 2010 à 911 k€ en 2019

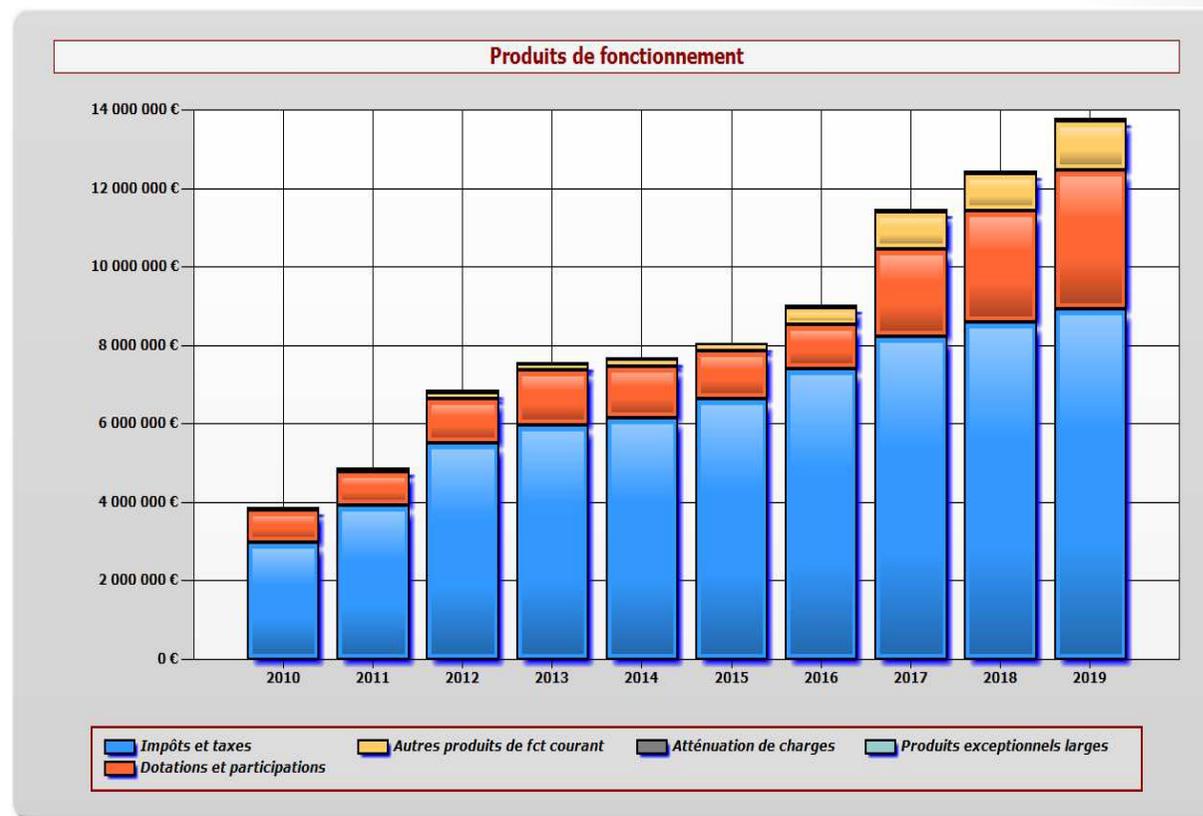
=> Le modèle financier de la CCGT est basé sur une augmentation structurelle de l'excédent brut courant due à une forte croissance des ressources

## Rétrospective 2010-2019

Il est à noter une forte dynamique des contributions directes sur la période (évolution des bases nettes de 6 % à 7 % entre 2010 et 2019 pour les 3 principales taxes et donc du produit des impôts et taxes).

Malgré l'augmentation croissante des dépenses sur la période liée essentiellement aux différents transferts de compétences successifs, à la création de service puis à la clôture des budgets annexes Piscine et PE en 2018, les produits de fonctionnement ont augmenté plus vite et notamment les impôts et taxes, ce qui a permis d'améliorer l'excédent brut courant ainsi que l'épargne nette.

Evolution physique des bases nettes d'imposition	Moy. 2010/19
Base nette TH	6,50%
Base nette FB	7,67%
Base nette FNB	1,01%
Base nette CFE	7,22%

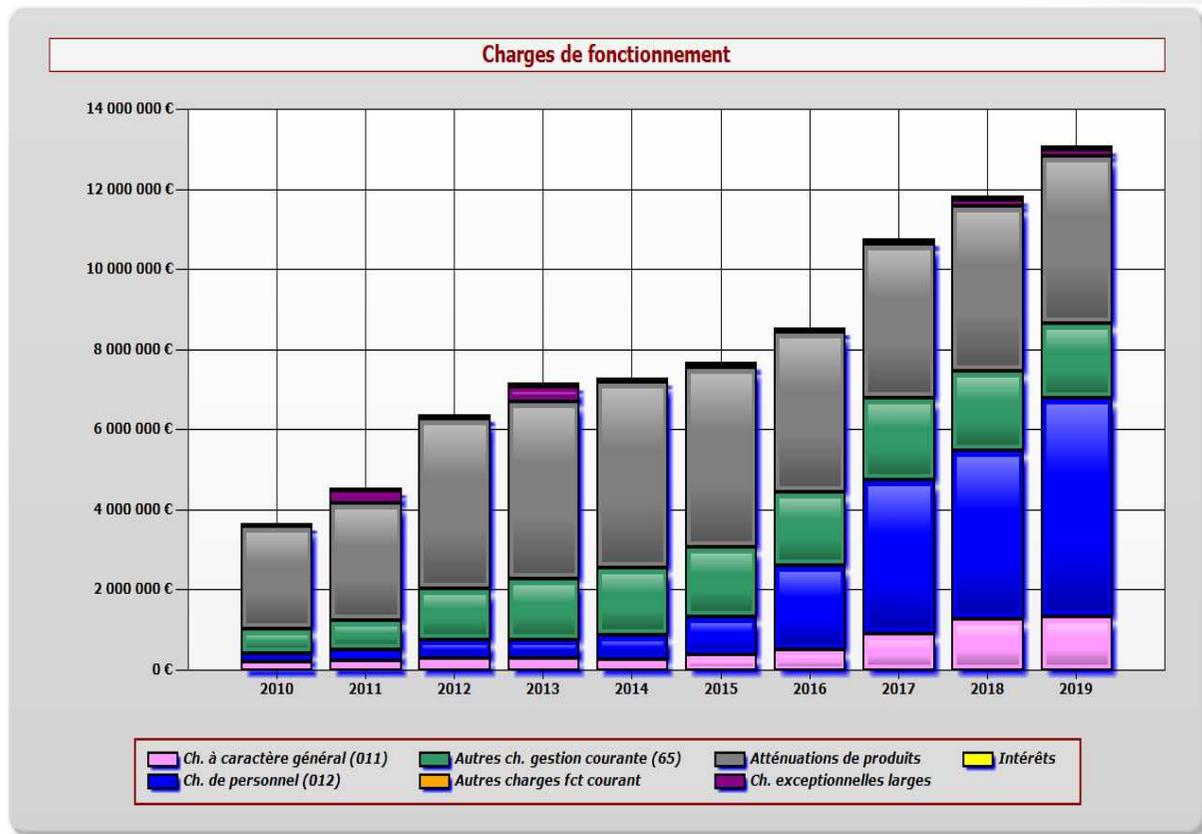


## Rétrospective 2010-2019

Il est difficile d'expliquer l'évolution des dépenses sur la période car il faudrait être en capacité de dissocier :

- les dépenses relatives aux transferts de compétences et clôture des budgets annexes qui sont neutre pour le budget (jeu d'écriture entre charges à caractère général et charges de personnel 011/012 et attribution de compensation 014 pour les transferts et 011/012 et subventions 65 pour la reprise des budgets annexes)
- les nouvelles dépenses liées à des création et structuration de services, ...

Il en est de même pour une partie des recettes (chapitres 70 facturations et 74 subventions). **Seule la croissance des contributions (chapitre 73) est intrinsèque au territoire.**



## Rétrospective 2010-2019

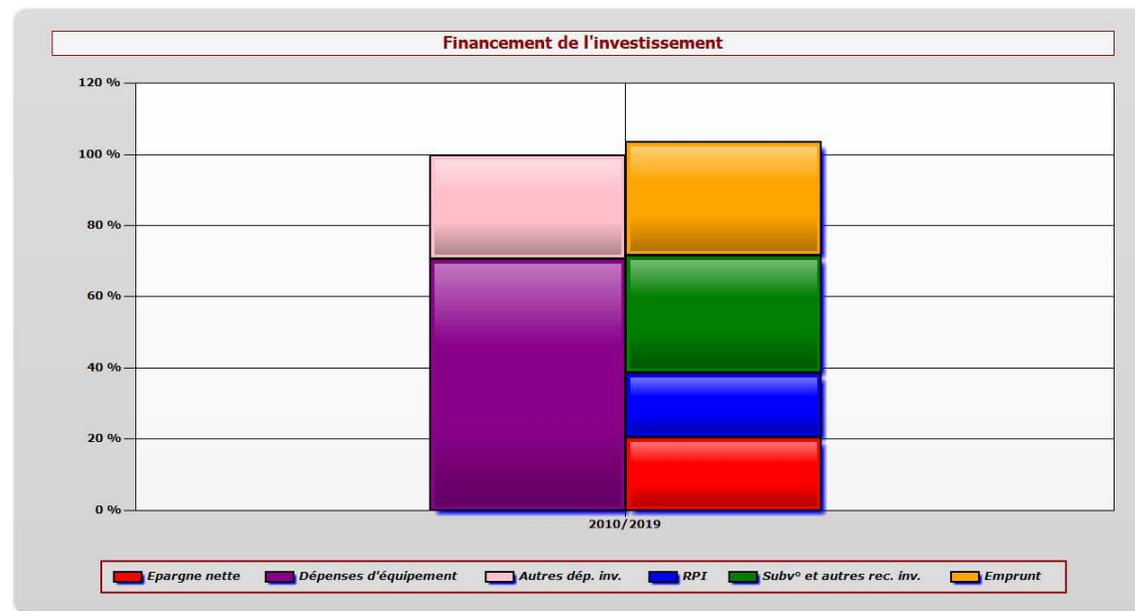
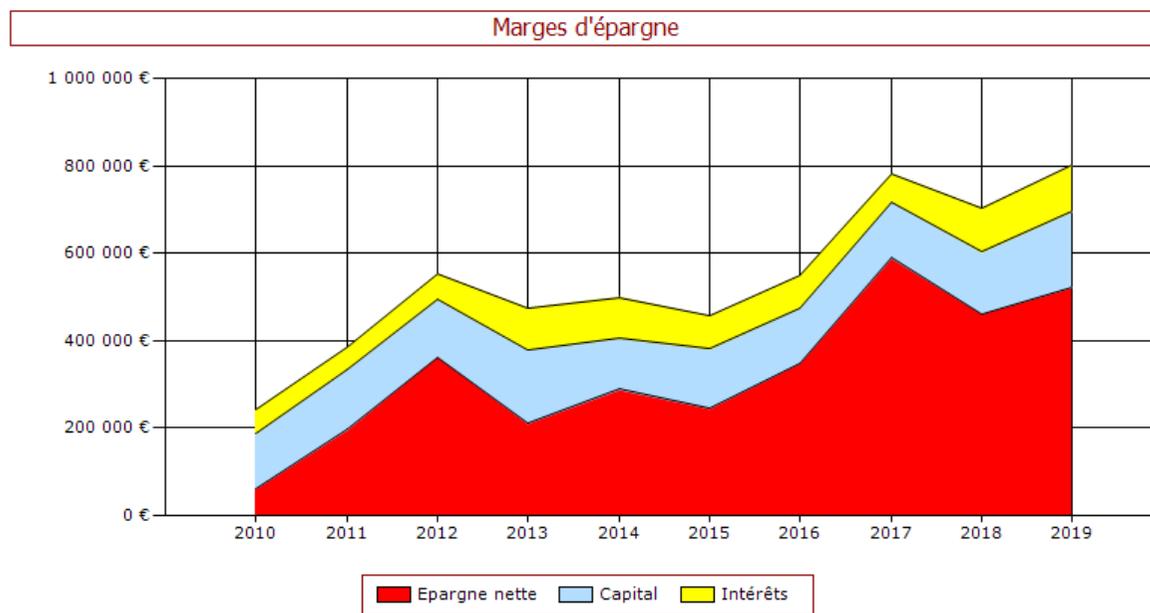
Les investissements de la collectivité sur la période ont été financés pour une part importante par l'autofinancement, les subventions et peu par l'emprunt.

### Moyenne des dépenses d'inv. (hors capital)

moy. 10/19	moy. 10/14	moy. 15/19
1 601 416	505 046	2 697 785

Plus de 12,7 millions d'investissements ont été réalisés sur la période, financés par seulement 1,8 millions d'emprunts.

Le taux de subvention moyen sur la période est de 47 %.



# Rétrospective 2010-2019

€	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
Dépenses d'investissement hors dette	110 831	432 317	306 302	809 579	587 950	1 259 567	824 233	3 277 222	4 018 432	1 109 472	<b>12 735 904</b>
Dépenses d'équipement	110 831	430 017	306 302	314 065	585 450	1 229 652	824 233	3 277 222	3 151 000	1 093 123	
Dépenses directes d'équipement	110 831	280 017	256 302	314 065	499 080	1 090 659	632 196	3 080 229	3 004 007	952 520	
Dépenses indirectes (FdC + S.E.)	0	150 000	50 000	0	86 370	138 993	192 037	196 993	146 993	140 603	
Opérations pour cpte de tiers (dép)	0	0	0	0	0	0	0	0	297 431	14 948	
AC Investissement									0	0	
Dépenses financières d'inv.	0	2 300	0	495 514	2 500	29 915	0	0	570 000	1 400	
Remboursement anticipé	0	278 252	0	0	0	0	0	0	1 000 000	2 000 000	
<b>Dép d'inv hors annuité en capital</b>	<b>110 831</b>	<b>710 569</b>	<b>306 302</b>	<b>809 579</b>	<b>587 950</b>	<b>1 259 567</b>	<b>824 233</b>	<b>3 277 222</b>	<b>5 018 432</b>	<b>3 109 472</b>	
<b>Financement de l'investissement</b>	<b>102 380</b>	<b>832 813</b>	<b>460 745</b>	<b>714 419</b>	<b>1 479 066</b>	<b>856 104</b>	<b>1 126 243</b>	<b>3 084 055</b>	<b>5 002 389</b>	<b>2 921 886</b>	<b>0</b>
EPARGNE NETTE	61 185	196 501	363 512	210 716	288 521	245 197	348 546	589 405	461 968	522 376	
Ressources propres d'inv. (RPI)	41 195	503 074	8 076	0	824 948	150 790	76 845	30 921	557 836	712 025	<b>6 193 637</b>
FCTVA	36 894	51 664	8 076	0	104 193	150 790	76 845	30 921	557 836	401 114	
Produits des cessions	4 301	451 410	0	0	720 595	0	0	0	0	0	
AC Investissement									0	0	
Diverses RPI	0	0	0	0	160	0	0	0	0	310 911	
Opérations pour cpte de tiers (rec)	0	0	0	0	0	0	0	0	23 353	132 837	
Fonds affectés (amendes, ...)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Subventions yc DETR / DSIL	0	11 362	89 157	503 703	85 757	350 117	700 852	953 721	1 469 233	954 649	<b>5 118 550</b>
Emprunt	0	121 875	0	0	279 840	110 000	0	1 510 009	2 490 000	600 000	<b>1 833 472</b>
Variation de l'excédent global	-8 451	122 243	154 443	-95 161	891 147	-403 463	306 011	-193 166	-16 042	-187 586	

**L'investissement est financé pour 48 % par l'épargne nette et les ressources propres de la collectivité, 39 % par les subventions et 13 % par l'emprunt (hors prêt relais). Certes l'annuité de dette passe de 180 k€ en 2010 à 279 k€ en 2019 mais au vue de l'épargne brute, le ratio de désendettement est très satisfaisant.**

€	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Encours au 31.12	1 258 844	964 069	2 219 243	2 050 500	2 213 075	2 187 168	2 060 563	3 589 943	5 020 913	3 447 294
Epargne brute	187 066	334 899	494 720	379 459	405 827	381 264	475 160	718 108	603 147	695 995
<b>ENCOURS au 31/12 / EPARGNE BRUTE</b>	<b>6,7</b>	<b>2,9</b>	<b>4,5</b>	<b>5,4</b>	<b>5,5</b>	<b>5,7</b>	<b>4,3</b>	<b>5,0</b>	<b>8,3</b>	<b>5,0</b>

## BP 2020 et Prospective financière 2019/2025

La question va être de savoir si notre modèle financier basé sur une croissance de l'excédent brut courant et des contributions est tenable dans la durée sachant :

- qu'il est à noter une inflexion de la dynamique des contributions directes
- la réforme fiscale à venir de la TH

### 1- Ralentissement de la croissance des contributions directes :

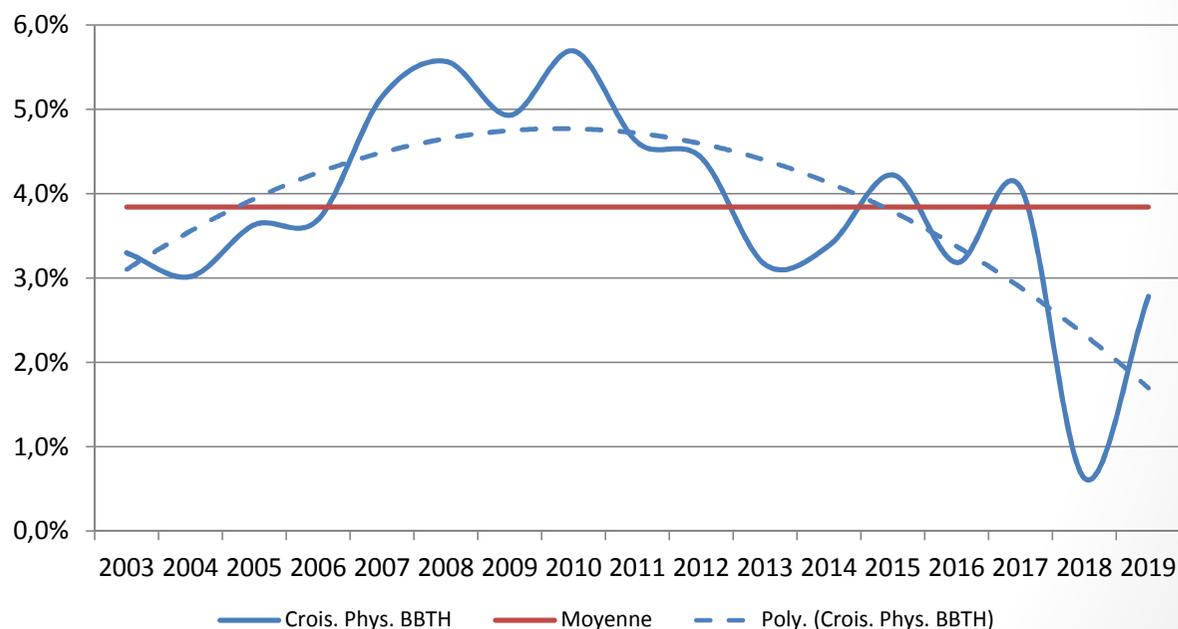
- La croissance physique des bases brutes de TH (avant abattement et sans actualisation) passe de 3,3 % à 2,8 % entre 2003 et 2019

Moyenne sur la période : 3,8 %

- La croissance physique des bases brutes de FB (avant abattement et sans actualisation) passe de 4,3 % à 3,6 % sur la même période

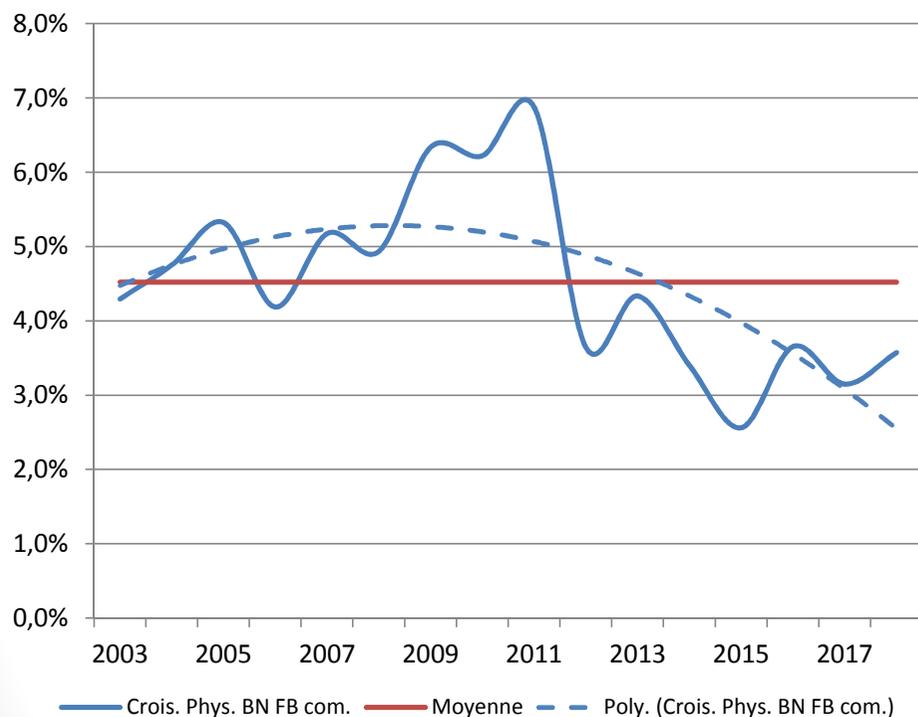
Moyenne sur la période: 4,5 %

Croissance physique base brute TH 2002-2019 (à périmètre constant)

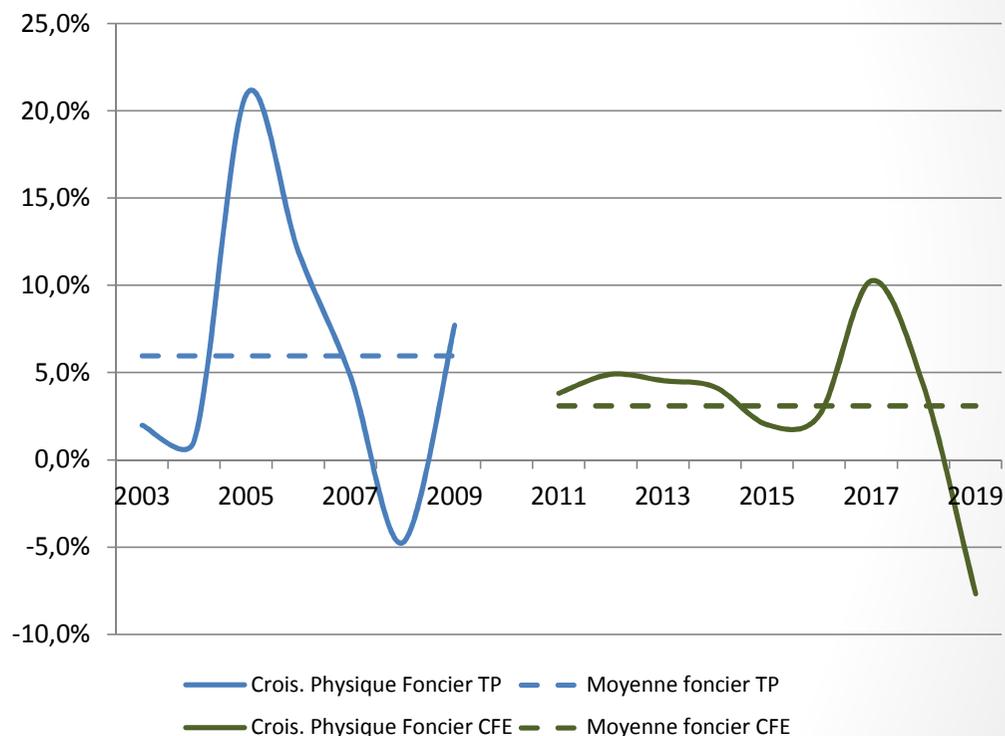


# BP 2020 et Prospective financière 2019/2025

### Croissance physique base nette FB 2002-2018 (à périmètre constant)



### Croissance physique de la base brute foncier TP / CFE (à périmètre constant)



La croissance physique des bases brutes de CFE (avant abattement et sans actualisation) passe de 3,8 % à - 7,7 %, avec une moyenne sur la période 2011/2019 à 3,1 % contre 6 % pour la TP sur la période 2003/2009

# BP 2020 et Prospective financière 2019/2025

## 2- La réforme fiscale de la TH

En 2023, 100 % des foyers vont bénéficier de la suppression de la taxe d'habitation afférente à leur résidence principale. **Les intercommunalités seront compensées par une fraction d'un impôt national dynamique, la TVA. Les communes se verront affectées la part départementale de la taxe foncière.**

**L'imposition sur les résidences secondaires et les logements vacants est maintenue.**

La contribution à l'audiovisuel public est conservée mais sera réformée ultérieurement.

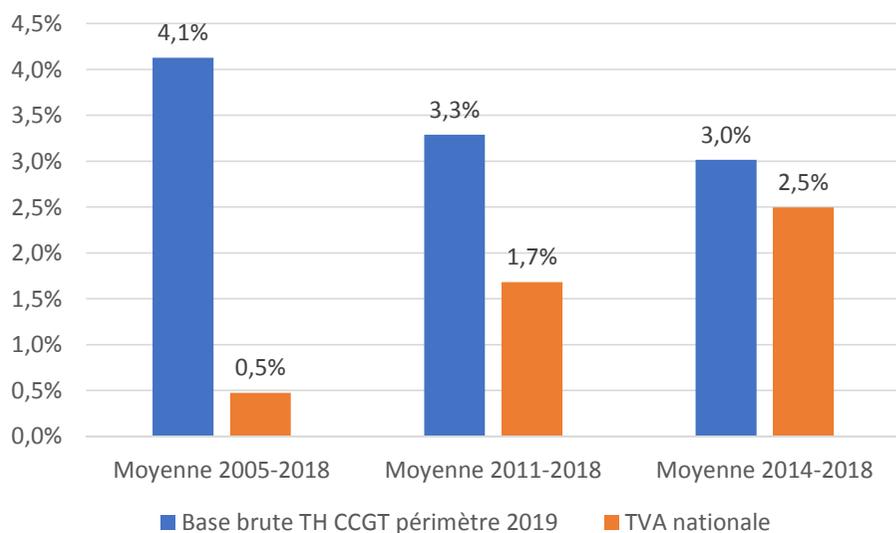
La suppression de la TH sur la résidence principale nécessite une révision des règles de liaison des taux entre impositions sur les ménages (taxe foncière) et sur les entreprises (cotisation foncière des entreprises).

**Il n'y aura pas de vote de taux de la TH en 2020.** C'est celui de 2019 qui sert de base au calcul du produit 2020

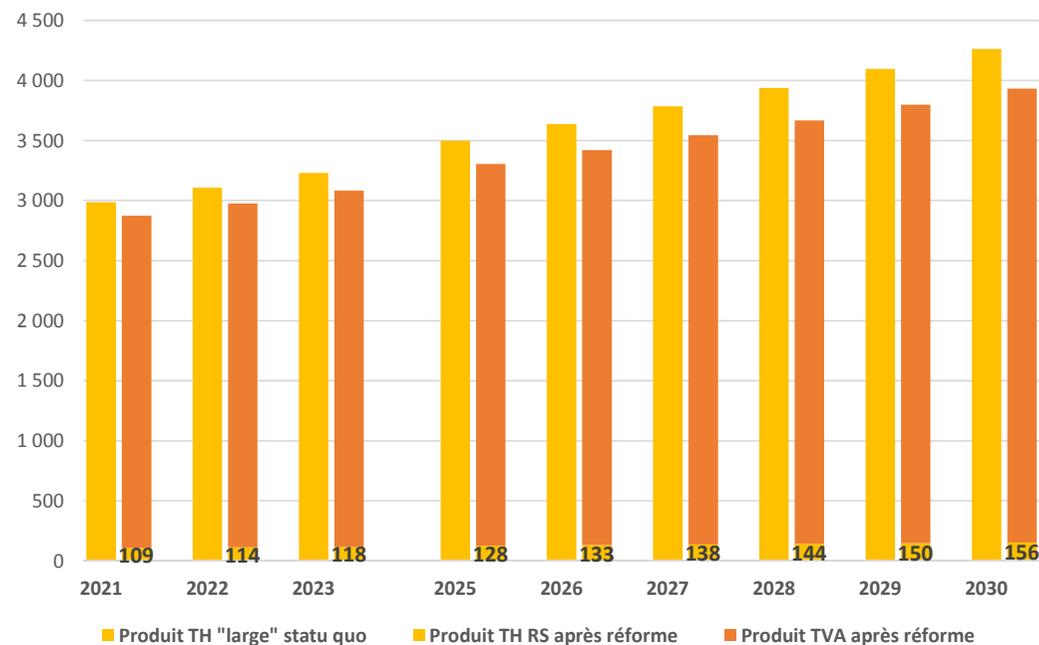
[https://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/files/dgcl\\_v2/OFGL/capsur9\\_v2\\_1.mp4](https://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/files/dgcl_v2/OFGL/capsur9_v2_1.mp4)

# BP 2020 et Prospective financière 2019/2025

Taux de croissance réel de la TVA nationale et taux de croissance physique de la base brute de TH localisée sur le territoire de CCGT (périmètre 2019)



Produits "larges" de TH en statu quo et TVA et TH sur les résidences secondaires avec réforme



Le territoire de la CCGT qui a des bases de TH qui sont plus dynamiques (3 %) que celles de la TVA (2,5 %), va connaître une baisse de croissance de ses impôts, estimée à 109 k€ pour 2021.

**La réforme de la TH a un impact négatif sur les ressources de la CCGT.**

# Hypothèses du BP 2020

## Il est à noter :

- l'envoi de notes de cadrage et la mise en place, depuis 3 ans, de réunions d'arbitrages avec les associations dont la subvention est supérieure à 23k€ et avec les services gestionnaires (direction/VP finances). Ces réunions sont l'occasion de débattre du budget de chaque service et de réaliser les 1ers arbitrages en fonctionnement
- Le programme d'investissement a déjà été arbitré plusieurs fois notamment lors du bureau et de la commission Finances du 16/11.
- Pas de prise en compte du retrait de la commune de Fontenilles dans la prospective (éléments financiers non connus à ce jour)
- Complexité de travailler en prospective sur les chiffres du budget ou sur le réalisé 2020: les enveloppes de crédits de la prospective sont légèrement inférieures aux enveloppes du projet de BP 2020.

## **Dépenses de fonctionnement :**

011 : proposition des services après réunions d'arbitrage des 7, 9 et 10/01

012 : Base bulletins janvier 2020 (titulaires et non titulaires) pour prise en compte PPCR (Revalorisation indiciaire de certains cadres d'emplois, soit une augmentation de 1 à 10 points de l'indice majoré selon les échelons soit 16 000 €) + revalorisation SMIC pour les assistantes maternelles / PEC - GVT titulaire à 0,8 % 25 000 € qui prend en compte les AVE (16 725 € chargés, soit 0,53 % de la masse salariale des titulaires) + les AVG estimés à 0,27 % de la masse salariale des titulaires avec prise en compte au 01/12/2020

Enveloppe remplacement 21 000 € chargés pour auto assurance (pas d'assurance pour la maladie ordinaire des titulaires CNRACL- pas d'assurance pour les IRCANTEC)

Prise en compte de deux nouveaux recrutements sur 6 mois en 2020 puis en année complète

Hypothèses de non renouvellement des PEC, pas de nouvelles ouvertures de recours à ces contrats

65 : subventions après arbitrages Président/VP Finances du 07/01– pas de subvention Maison France Services en 2020 mais à partir de 2021

## Hypothèses du BP 2020

014 : prise en compte dans AC 2020 des transferts SAAD, CISPD - pas de la planification) – FPIC même hypothèse que les années précédentes (répartition dérogatoire libre avec évolution à la CCGT ) - TEOM (3 %)

67 et 68 : subvention et provision déficit BA (60 k€ X 2 BA Roulage et BA Espèche)

=> **Évolution de 3,6 % en 2021 puis de 2,7 % à partir de 2022**

### **Recettes de fonctionnement:**

Fiscalité : pas d'augmentation des taux – croissance physique nette des bases TH (3 %), FB (3 %), CFE (3,4 %)

Perception de la taxe de séjour 15 k€

Diminution de la taxe GEMAPI pour être en adéquation avec les dépenses (130 k€ au lieu de 150 k€)

FPIC : répartition dérogatoire libre comme les années précédentes avec évolution à la CCGT soit +3k€ par rapport à 2019

Produits des services : facturation aux familles identiques à 2019 pour PE et jeunesse, entrées piscine identique à 2019

Refacturation du service ADS : recettes en augmentation (charges du service 2019 + augmentation des dossiers)

Refacturation des agents MAD et des fluides aux associations : identique à l'année dernière

Dotations et participations : DGF diminution par rapport à 2019, 865 k€ soit - 16 k€ / CEJ en légère augmentation pour prise en compte du 4<sup>ème</sup> coordonnateur/ALT2 en augmentation (taux d'occupation > à 80 %) 35 k€

### **Dépenses investissement:**

PPI de 1 800 k€ sur les 1 929k€

### **Recettes d'investissement:**

Taxe d'aménagement : 80 k€ pour 2019 (pour mémoire 310 k€ pour 2017 et 2018)

FCTVA prévu sur 1 000 k€ de dépenses éligibles (moins que le PPI)

Prise en compte des subventions notifiées soit 728 k€

# Les dépenses de fonctionnement

011 :

- Création d'un service informatique
- Prise en compte des ST comme services gestionnaires de tous les bâtiments

€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
<b>Charges de fct courant strictes</b>	<b>8 661 313</b>	<b>9 212 321</b>	<b>9 539 725</b>	<b>9 795 721</b>	<b>10 059 091</b>	<b>10 330 054</b>	<b>10 608 836</b>
Charges à caractère général	1 329 327	1 496 000	1 540 880	1 587 107	1 634 720	1 683 761	1 734 274
Jeunesse	515 483	505 927	521 105	536 738	552 840	569 425	586 508
Aménagement du territoire	43 417	45 000	46 350	47 740	49 173	50 648	52 167
Piscine	177 602	188 600	194 258	200 086	206 088	212 271	218 639
Petite enfance	109 743	128 400	132 252	136 220	140 306	144 515	148 851
Solde charges à caractère général	483 082	628 073	646 915	666 323	686 313	706 902	728 109
Charges de personnel	5 458 766	5 631 021	5 818 851	5 995 155	6 176 830	6 364 039	6 556 953
Jeunesse	2 797 577	2 847 863	2 933 299	3 021 298	3 111 937	3 205 295	3 301 454
Aménagement du territoire	422 323	447 531	460 957	474 785	489 029	503 700	518 811
Piscine	201 606	197 349	203 269	211 400	219 856	228 650	237 796
Petite enfance	902 419	960 711	989 532	1 019 218	1 049 795	1 081 288	1 113 727
Solde charges de personnel	1 134 841	1 177 567	1 231 794	1 268 454	1 306 213	1 345 106	1 385 165
Autres charges de gestion courante	1 873 220	2 085 300	2 179 994	2 213 459	2 247 541	2 282 253	2 317 609
6531 - Elus	69 841	72 000	72 720	73 447	74 182	74 923	75 673
6554 Contr. org. regroupé	255 538	265 289	270 595	276 007	281 527	287 157	292 901
65737 - Autres établ. pbcs locaux	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
6574 Subv° associations	1 526 275	1 544 303	1 630 775	1 655 878	1 681 459	1 707 526	1 734 089
Office tourisme	6 620	0	0	0	0	0	0
Office interco sports	69 154	67 215	67 215	67 215	67 215	67 215	67 215
Ecole de musique	132 500	132 500	132 500	132 500	132 500	132 500	132 500
Fédération MJC	56 612	56 612	57 178	57 750	58 327	58 911	59 500
MJC	32 000	32 000	32 000	32 000	32 000	32 000	32 000
Centre social	944 272	986 593	1 071 325	1 092 751	1 114 606	1 136 898	1 159 636
Asso L'enjeux (jeunesse)	19 712	19 963	19 963	19 963	19 963	19 963	19 963
Multi-accueil C. Ninard	189 000	190 701	190 701	192 608	194 534	196 479	198 444
Solde 6574 Subv° associations	76 405	58 719	59 893	61 091	62 313	63 559	64 830
65736 EPIC/CIAS		181 808	183 626	185 462	187 317	189 190	191 082
Solde autres charges de gestion courante	18 566	18 900	19 278	19 664	20 057	20 456	20 865
Atténuations de produits	4 190 030	4 140 175	4 201 100	4 263 853	4 328 488	4 395 062	4 463 633
Attribution de compensation versée	912 307	802 691	802 691	802 691	802 691	802 691	802 691
Dotation Solid. Ctaire versée	848 747	848 747	848 747	848 747	848 747	848 747	848 747
Prélèvement FNGIR	457 908	457 908	457 908	457 908	457 908	457 908	457 908
Reversement TEOM	1 964 000	2 030 829	2 091 754	2 154 507	2 219 142	2 285 716	2 354 287
Solde atténuations de produits	7 068	0	0	0	0	0	0
<b>Charges de fct courant</b>	<b>12 851 343</b>	<b>13 352 496</b>	<b>13 740 825</b>	<b>14 059 573</b>	<b>14 387 578</b>	<b>14 725 116</b>	<b>15 072 470</b>
Charges exceptionnelles larges (67 et 68)	144 751	149 225	149 694	150 172	150 659	151 154	151 658
<b>Charges de fct hs intérêts</b>	<b>12 996 094</b>	<b>13 501 721</b>	<b>13 890 519</b>	<b>14 209 745</b>	<b>14 538 237</b>	<b>14 876 270</b>	<b>15 224 128</b>

## Chapitre 011 – dépenses à caractère général

### Service Communication

BP 2019 : 31 550 €

2 lettres  
Noël enfant bascule dans  
l'administration générale

**BP 2020 : 23 675 €**

### Service Petite Enfance

BP 2019 : 151 075 €

Partie du budget imputée aux ST  
(bâtiments)

**BP 2020: 66 585 €**

### Service Économie

BP 2019 : 34 050 €

Mission AMO marketing territorial  
(30 k€)

**BP 2020 : 34 899 €**

### Services techniques

BP 2019 : 217 710 €

Récupèrent tous les postes liées aux  
bâtiments qui étaient dans les autres  
services

**BP 2020 : 503 800 €**

## Chapitre 011 – dépenses à caractère général

### Service Jeunesse

BP 2019 : 545 575 €

4 séjours au lieu de 3  
Diminution enveloppe TAP, fournitures  
pédagogiques  
Enveloppe formation BAFA

**BP 2020 : 526 374 €**

### Service Environnement

BP 2019 : 12 300 €

Assistance juridique pour compétence  
mobilité : 15 k€

**BP 2020 : 20 700 €**

### Service Administration générale dont coordination

BP 2020 : 189 150 €

### Service informatique

BP 2019 : dans les services

Maintenance logiciels métiers, messagerie

**BP 2020 : 49 200 €**

### Service Piscine

BP 2019 : 185 000 €

Crédits affectés aux ST

**BP 2020 : 27 080 €**

### Service AT

BP 2019 : 51 136 €

Crédits affectés aux ST

**BP 2020 : 40 450 €**

# Chapitre 012 – dépenses de personnel

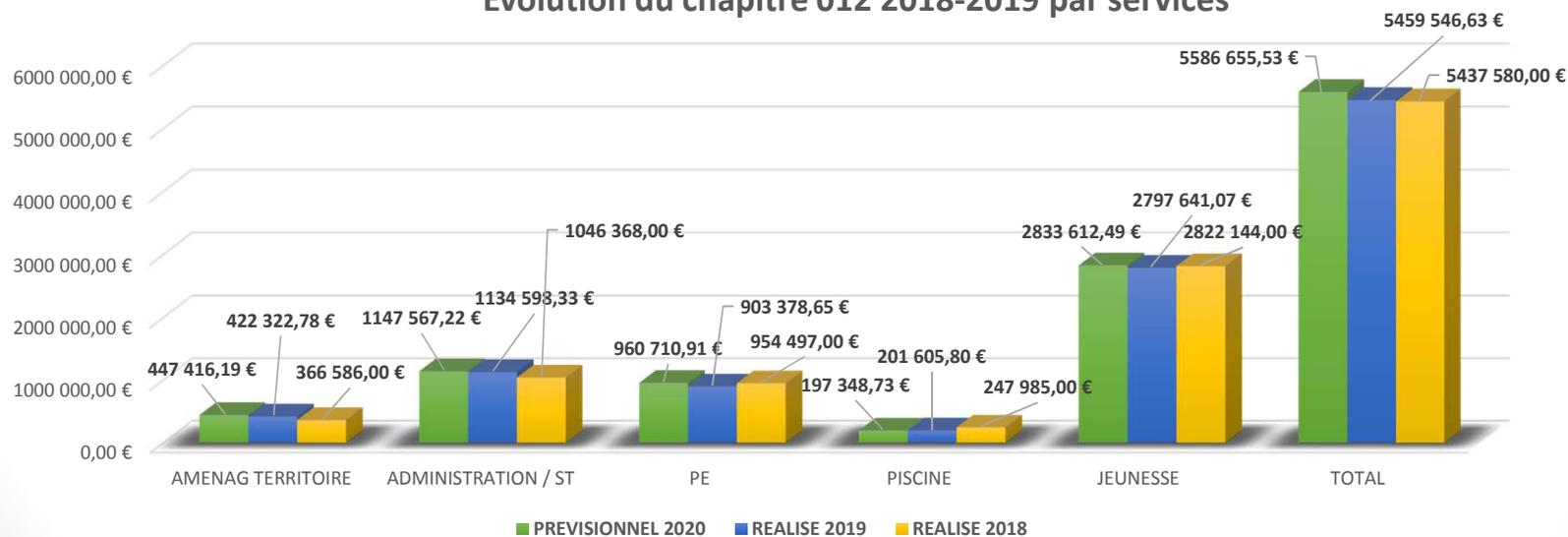
DEPENSES	POLE AT				ADMINISTRATION / ST				PE			
	CA 2018 9 agents	BP 2019	CA 2019	BP 2020	CA 2018	BP 2019	CA 2019	BP 2020	CA 2018	BP 2019	CA 2019	BP 2020
BRUT TIT		284 965,37 €		291 769,61 €		650 427,54 €		699 847,12 €		371 476,13 €		338 051,04 €
GVT		1 424,83 €		2 334,16 €		3 252,14 €		5 598,78 €		1 857,38 €		2 704,41 €
CH PAT TIT avec GVT		122 147,74 €		127 206,85 €		264 457,47 €		284 595,79 €		157 466,28 €		145 536,00 €
BRUT NT		22 915,40 €		15 679,06 €		66 432,68 €		25 808,71 €		295 159,34 €		353 952,26 €
CH PAT NT		10 377,23 €		7 052,83 €		29 427,09 €		11 566,82 €		120 535,53 €		118 767,21 €
BRUT TOTAL	233 175,46 €	306 405,60 €		306 862,83 €	697 112,05 €	714 124,76 €		724 074,61 €	671 448,01 €	663 653,17 €		690 488,02 €
CP TOTAL	97 340,83 €	123 192,57 €		124 482,07 €	268 998,15 €	273 707,76 €		275 402,01 €	259 929,87 €	276 102,59 €		262 623,21 €
<b>TOTAL MASSE SALARIALE</b>	<b>330 516,29 €</b>	<b>429 598,17 €</b>	<b>401 714,48 €</b>	<b>431 344,90 €</b>	<b>966 110,20 €</b>	<b>987 832,51 €</b>	<b>995 154,39 €</b>	<b>999 476,62 €</b>	<b>931 377,88 €</b>	<b>939 755,76 €</b>	<b>894 602,18 €</b>	<b>953 111,23 €</b>
6217 - refacturation		0,00 €			38 550,87 €	75 000,00 €	62 524,12 €	65 000,00 €	1 477,98 €	1 500,00 €	1 371,95 €	1 500,00 €
6218 - autres perso (stag BAFA, comm enquet)	18 680,09 €	11 000,00 €	9 109,44 €	5 000,00 €								
6455 - assurance perso	6 504,80 €	2 591,00 €			15 326,84 €	4 947,00 €	49 918,32 €	55 000,00 €	13 456,52 €	6 832,00 €		
6457 - cotisation soc apprentis									192,00 €	0,00 €		
6475 - médecine travail	306,00 €	125,00 €	175,00 €	150,00 €	578,00 €	125,00 €	25,00 €	150,00 €	1 090,68 €	275,00 €	75,00 €	200,00 €
6478 - participation employeur	2 999,60 €	2 900,00 €	2 730,66 €	2 920,00 €	6 422,65 €	5 987,60 €	6 922,00 €	7 180,00 €	4 848,72 €	4 839,68 €	4 689,52 €	4 219,68 €
6488 - part employeur chq déj	7 849,80 €	9 332,40 €	8 593,20 €	9 777,60 €	19 380,20 €	20 176,80 €	20 054,50 €	20 760,60 €	2 053,80 €	1 899,22 €	1 680,00 €	1 680,00 €
<b>TOTAL 012</b>	<b>366 856,58 €</b>	<b>455 546,57 €</b>	<b>422 322,78 €</b>	<b>449 192,50 €</b>	<b>1 046 368,76 €</b>	<b>1 094 068,91 €</b>	<b>1 134 598,33 €</b>	<b>1 147 567,22 €</b>	<b>954 497,58 €</b>	<b>955 101,66 €</b>	<b>902 418,65 €</b>	<b>960 710,91 €</b>
DEPENSES	PISCINE				JEUNESSE							
	CA 2018	BP 2019	CA 2019	BP 2020	CA 2018	BP 2019	CA 2019	BP 2020	CA 2018	BP 2019	CA 2019	BP 2020
BRUT TIT		76 484,28 €		31 215,36 €						851 137,72 €		852 254,28 €
GVT		382,42 €		249,72 €						4 255,69 €		6 818,03 €
CH PAT TIT avec GVT		31 645,12 €		13 249,16 €						350 866,72 €		353 041,82 €
BRUT NT		89 846,68 €		104 898,87 €						968 713,85 €		902 638,27 €
CH PAT NT		40 630,71 €		47 385,61 €						359 080,44 €		351 460,08 €
BRUT TOTAL	169 700,81 €	165 123,06 €		135 883,95 €			1 677 089,95 €	1 812 484,06 €				1 750 785,66 €
CP TOTAL	68 567,84 €	66 488,24 €		55 913,98 €			658 242,52 €	705 789,16 €				700 343,91 €
<b>TOTAL MASSE SALARIALE</b>	<b>238 268,65 €</b>	<b>231 611,29 €</b>	<b>195 586,68 €</b>	<b>191 797,93 €</b>	<b>2 35 332,47 €</b>	<b>2 518 273,22 €</b>	<b>2 386 104,86 €</b>	<b>2 451 129,57 €</b>				
6217 - refacturation				200,00 €			435 819,23 €	383 500,00 €		395 118,68 €		366 500,00 €
6218 - autres perso (stag BAFA, comm enquet)							600,00 €	900,00 €		450,00 €		600,00 €
6455 - assurance perso	1 741,17 €	1 178,00 €					32 326,16 €	30 392,00 €				
6457 - cotisation soc apprentis												
6475 - médecine travail	240,68 €	50,00 €	115,00 €	150,00 €			1 810,61 €	225,00 €		254,61 €		300,00 €
6478 - participation employeur	1 984,95 €	1 590,32 €	1 014,82 €	480,00 €			12 446,76 €	11 623,20 €		11 722,92 €		10 924,92 €
6488 - part employeur chq déj	5 749,80 €	5 787,60 €	4 889,30 €	4 720,80 €			3 809,40 €	4 158,00 €		3 990,00 €		4 158,00 €
<b>TOTAL 012</b>	<b>247 985,25 €</b>	<b>240 217,21 €</b>	<b>201 605,80 €</b>	<b>197 348,73 €</b>	<b>2 22 144,63 €</b>	<b>2 949 071,42 €</b>	<b>2 797 641,07 €</b>	<b>2 833 612,49 €</b>				

# Chapitre 012 – dépenses de personnel

total CA 2018	5 437 852,80 €	
Total BP 2019	5 694 005,78 €	
total CA 2019	5 458 586,63 €	5 458 766,29 €
total BP 2020	5 588 431,84 €	2,38%
total 2020 + nouv recrutements + action sociale	5 647 431,84 €	3,46%
total 2020 + 2 recrutements + action soc	5 628 431,84 €	3,11%

DETAILS NOUVEAUX RECRUTEMENTS 2020	ANNEE PLEINE	2020
tech VRD	42 000,00 €	20 000,00 € 6 mois
Chef d'équipe ST	38 000,00 €	19 000,00 € 6 mois
Assistant développement économie	42 000,00 €	20 000,00 € 6 mois
<b>ACTION SOCIALE</b>		20 000,00 €
		<b>79 000,00 €</b>

Evolution du chapitre 012 2018-2019 par services



# Chapitre 012 – dépenses de personnel

## DÉTAILS PAR GRANDS SERVICES : hypothèses

### ➤ SERVICE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

- Demi-traitement Gilles SOUBIE année complète : - 7 000 € (remboursement CNP)
- Demande de réintégration de Florent MASERO 7 mois : + 20 200 €
- Possible retour Kenza BENKIRANE compensé par fin de CDD Marie-Sophie FOURNIER
- Équipe complète (5 instructeurs) depuis 01/10/2019

### ➤ ADMINISTRATION / SERVICE TECHNIQUE :

- Non remplacement du DGS (100 000 € TC – refacturation 50 % commune I-J)
- Chargée de communication : temps partiel 90 % sur l'année
- Responsable informatique sur année pleine (arrivée 01/09/19) + 31 100 €
- Agent ST (Vincent LARROQUE) prévu au BP 2019 au service Piscine mais imputé l'année dernière au budget Adm/ST + 37 500
- Astreinte globale sur l'ensemble des bâtiments et sur toute l'année (surcoût annuel +3 000 €)

### ➤ PETITE ENFANCE :

- Départ de Marie-Christine VIVES au 01/08/2019 : remplacement sur le mi-temps par Myriam LCAZE (dir. CFONT) augmentation RI + renfort terrain (auxi. de puér. 14 h) au 01/09/2019 sur une année complète
  - Gain année complète : 16 163 €
- Départ direction CFA : remplacement de la directrice au 20/01 (21h au lieu de 17,5 h) et remplacement depuis septembre 2019 de la directrice adjointe par une assistante administrative/animatrice PE (9 h au lieu de 17,5 h)
- Prévion CDD (4.5 mois) à la fin du PEC de l'agent d'entretien + 3 700 € sur 2020 (en tenant compte des aides PEC)
- Prise en compte de 8 assistantes maternelles sur l'année complète (nombreuses absences en 2019, n'ont jamais fonctionné avec 8 assistantes maternelles)
- Prévion d'une indemnité de licenciement pour un agent reconnu inapte : +13 500 €

# Chapitre 012 – dépenses de personnel

## ➤ PISCINE :

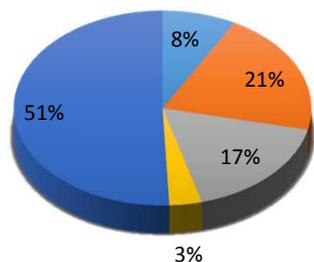
- Simulations salaire sur même durée d'ouverture (7,5 mois)
- Agent ST (Vincent LARROQUE) prévu au BP 2019 au service Piscine mais imputé l'année dernière au budget Adm/ST + 37 500
- Remplacement du responsable adjoint d'équipement par un MNS
- 70 h octroyées à un MNS pour renfort administratif

## ➤ JEUNESSE :

- Contractuels CDI sur 12 mois – CDD sur 10,5 mois – PEC sur durée contrat actuel – HC légèrement minorées sur Pujaudran par rapport 2019 – animateurs ALSH identiques à 2019.
- Effectifs 2020 équipes incomplètes depuis septembre 2019 (10 agents de plus : 10 CDD à 8 h hebdo min sur 7,5 mois → 42 000 €)

### PREVISIONNEL 2020

■ AMENAG TERRITOIRE ■ ADMINISTRATION / ST ■ PE ■ PISCINE ■ JEUNESSE



### EFFECTIFS 2020

Au janvier 2020, **204 agents répartis comme suit :**

- 136 agents Jeunesse
- 24 agents Adm/ST
- 32 agents PE
- 11 agents Aménagement du territoire
- 1 agent Piscine

**Soit 98 titulaires et 106 contractuels (dont assistantes maternelles)**

**TEMPS DE TRAVAIL :** les agents travaillent actuellement 1 544 h. La loi de transformation de la fonction publique met fin aux dérogations à la durée hebdomadaire de travail de 35 heures dans la fonction publique territoriale, soit 1 607 heures par an. Les collectivités et établissements disposeront d'un délai d'un an à compter du renouvellement de chacune des assemblées délibérantes, soit au plus tard en mars 2021 pour une application au 01/01/2022.

## Chapitre 65 – Charges de gestion courante

Ces associations ont été reçues les 11, 16 et 17 décembre dernier lors d'une réunion d'arbitrage et de présentation de leur demande de subvention 2020.

**Il est proposé les montants suivants de subventions :**

	Subv 2017	Subv 2017	Evolution	Subv 2018	Subv 2019	Subv 2019	Subv 2020	Subv 2020	Cout réel
	sollicitée	octroyée	2016/17	octroyée	sollicitée	octroyée	sollicitée	proposition	supplem
API/CENTRE SOC	944 272 €	944 272 €	19,5%	944 272 €	944 272€ 991 772€	944 272€	992 042€	991 292€	+47 020€
CLAUDE NINARD	189 000,00	189 000 €	1,6%	189 000 €	193 000€	189 000€	190 890€	190 890€	+1 890€
OIS	78 232,00	78 232 €	18,5%	69 154€*	80 931€	69 154€	67 000€	67 000€	-2 154€
ÉCOLE DE MUSIQUE	132 500,00	132 500 €	6,4%	132 500 €	132 500€	132 500€	134 500€	132 500€	0
MJC	32 000 €	32 000 €	0,0%	32 000 €	32 000€	32 000€	32 000€	32 000€	0
FRMJC	56 572 €	56 632 €	0,1%	57 700 €	56 612€	56 612€	56 612€	56 612€	0

## CENTRE SOCIAL sans option Maison France Services

### Analyse budget 2020:

- Décompte des 992 041 € : subvention identique à l'année dernière 944 272 € + 23 750 € (6 mois Maison France services) + 23 520 € (0,80 % chargé de coopération=> CEJ) + 500 € (CLAS)
- Pour équilibrer ce budget, il manque 171 969 €

Gel des subventions	161 512 €
Nouvelles missions chargées de coopération	7 442 €
Nouvelles missions CLAS	5 015 €

**Il est proposé d'attribuer à l'association une subvention décomposée ainsi : 944 272 € (subvention années précédentes) + 23 520 € (CEJ) + 500 € (CLAS)+ 13 000 € (transfert de compétence CISPD commune de l'Isle Jourdain – CLECT 2020) + 10 000€ (nouvelle subvention) = 991 292 €**

**Coût réel supplémentaire pour la collectivité : 10 000 €**

## Chapitre 65 – dépenses de gestion courante

SUBVENTIONS - 6574	MONTANT OCTROYE 2017	SOLLICITE 2018	MONTANT OCTROYE 2018		SOLLICITE 2019	MONTANT OCTROYE EN 2019	SOLLICITE 2020	1ers ARBITRAGES 2020
ADDA (association dép de développemtn des arts)					4 904,00	4 000,00	4 904,00	3 500,00
Arbre et paysage (830)					5 000,00	2 500,00	7 500,00	7 500,00
ADIE	1 500,00	1 500,00	1 500,00	31-mai	1 500,00	1 350,00	1 350,00	1 000,00
ALOJEC - plate forme des jeunes	5 000,00					0,00		0,00
Amicale des agents Mairie Isle-Jourdain et CCGT	1 000,00	2 000,00	1 500,00		2 000,00	1 800,00		1 500,00
ASSOCIATION CHEMIN ST JACQUES	1 200,00	0,00			8 097,00	0,00		0,00
CAP FONTENILLES	1 000,00	1 000,00	1 000,00	18-juin	1 000,00	900,00		800,00
CAP Formations Sport							1 000,00	0,00
CARNAVAL GASCON		500,00	500,00		500,00	0,00		0,00
CIDFF	1 400,00	1 400,00	1 400,00	06-juil	1 400,00	1 250,00	1 250,00	1 250,00
Culture Porte de Gascogne						8 000,00		7 000,00
ESCOTA & MINJA		2 500,00	1 000,00	17-mai	1 000,00	0,00	1 000,00	
ESTRELLAPINK		900,00	0,00					0,00
GASCONS DE PLUME		0,00						0,00
GERS DÉVELOPPEMENT	20 000,00	20 000,00	20 000,00	06-juil		10 000,00		5 000,00
GROUPEMENT AGRICULTEURS DE LA CCGT (830)	4 000,00	4 000,00	4 000,00	12-nov	4 000,00	3 600,00	4 000,00	3 000,00
GROUPEMENT AGRICULTEURS DE LA CCGT (830)		10 000,00	10 000,00		10 000,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
LA RONDE DES CANAILLOUX	8 271,00	8 271,00	8 271,00		8 300,00	8 271,00	8 271,00	8 271,00
L'EN-JEUX	8 271,00	8 271,00	8 271,00	06-juil	19 712,00	19 712,00	19 963,00	19 963,00
LISLACTON	7 000,00	5 000,00	5 000,00	18-juin	5 000,00	4 500,00	5 000,00	4 000,00
L'OUTIL EN MAIN	1 000,00	1 000,00	1 000,00	31-mai	1 000,00	900,00	900,00	900,00
MISSION LOCALE DU GERS		1€/hab				1 000,00	1 000,00	1 000,00
SESAME	2 200,00	2 500,00	2 000,00	31-mai	2 200,00	1 000,00		1 000,00
VÉLOSCOPE	4 500,00	4 500,00	4 000,00	18-juin	4 000,00	3 000,00		3 000,00
PLAN NUTRITION SANTÉ	5 100,00	8 000,00	8 000,00		8 000,00	8 000,00	0,00	
SAPEURS POMPIERS HUMANITAIRES							montant libre	0,00
	66 342,00	84 842,00	77 942,00	519 343,00	88 184,00	89 783,00	66 138,00	78 684,00

## 2 – Examen des demandes de subventions < à 23 k€

SUBVENTIONS - 65737	MONTANT OCTROYE 2017	SOLLICITE 2018	MONTANT OCTROYE 2018	SOLLICITE 2019	MONTANT OCTROYE EN 2019	SOLLICITE 2020	ARBITRAGES 2020
CHAMBRE DES MÉTIERS		3 160,00	3 160,00	4 025,00	3 000,00	5 248,00	3000
GERS NUMÉRIQUE (syn. mixte)	123 900,71	27 733,04	27 733,04		21 699,00		28 000,00
GEMAPI					88 682,00	88 682,00	88 682,00
MANÉO - participation à l'habitant				49 306,00	49 306,00		40 000,00
MANÉO - participation coût de l'aire					5 703,00		5 800,00
SCoT de Gascogne (syn. mixte)	25 042,80	38 536,20	38 536,20		39 479,40		40 000,00
PETR	0,00	62 607,00	62 607,00	62 607,00	62 607,00		62 607,00
	<b>148 943,51</b>	<b>69 429,24</b>	<b>69 429,24</b>	<b>53 331,00</b>	<b>273 476,40</b>		<b>268 089,00</b>
Fonds Concours MEDIATHÈQUE Pujaudran	0			50 000,00	50 000,00		

SUBVENTIONS - services de rattachement	ARBITRAGES 2020
CIAS Gascogne Toulousaine - 657362	7 030,00
SAAD (budget annexe CIAS) - 657362	80 100,00
EPIC Office de tourisme - 657364	94 678,00
	<b>181 808,00</b>

Des demandes de subventions ne nous sont pas encore parvenues : Gers développement, Gers numérique, SCoT de Gascogne, MANEO et Véloscope

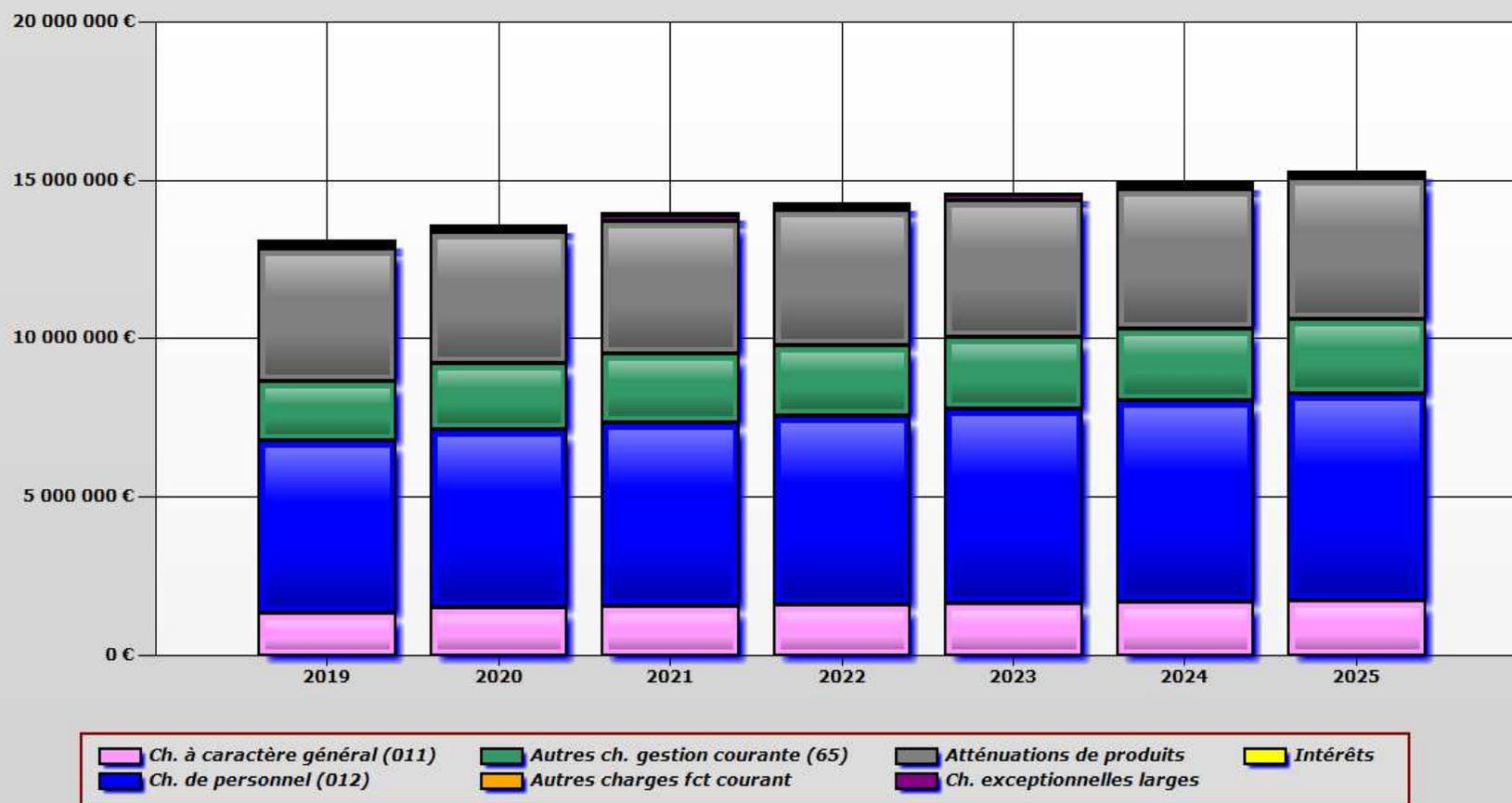
# 014 : Atténuations de produits

Évolution des attributions de compensation pour prendre en compte le transfert des compétences CISPD au 01/01/2018, service d'aide et d'accompagnement à domicile au 01/01/2020. Il manque à évaluer la planification.

Une CLECT se réunira en mai/juin pour évaluer ces différents transferts de compétences.

	AC définitives 2018	AC 2019 avec suppression régul Jeun 2018	Régul Jeun restante sur 2019	AC 2019	Ajout évaluation transfert planif 2018	Retenue évaluation transfert Planif 2019	AC 2019 à verser	AC 2020 avec suppression régul Jeun 2019	AC 2020 prov	SAAD	CISPD	Plannif	AC 2020 à verser
AURADÉ	-22 413			-22 413	6 670	-3 980	-19 723		-19 723	-3 554			-23 277
BEAUPUY	15 512			15 512	1 181	-1 183	15 510		15 510	-144			15 367
CASTILLON SAVÈS	-17 344			-17 344	2 081	-2 084	-17 347		-17 347	-268			-17 616
CLERMONT SAVÈS	-5 873			-5 873	9 039	-1 256	1 910		1 910	-1 581			329
ENDOUFIELLE	27 201			27 201	3 303	-3 309	27 195		27 195	-808			26 387
FONTENILLES	752 980	653 605	99 375	752 980	17 022	-23 523	746 479	-99 375	647 104	-4 609			642 495
FRÉGOUVILLE	-1 507	-10 631		-10 631	2 175	-2 178	-10 634		-10 634	-2 590			-13 224
LIAS	106 431	106 380		106 380	10 741	-3 022	114 099		114 099	-1 610			112 490
L'ISLE-JOURDAIN	-515 994			-515 994	34 199	-30 616	-512 411		-512 411	-54 462	-24000		-590 873
MARESTAING	575			575	1 673	-1 676	572		572	-1 915			-1 343
MONFERRAN SAVÈS	-28 980	-34 555		-34 555	12 611	-4 842	-26 786		-26 786	-5 818			-32 605
PUJAUDRAN	-124 058			-124 058	5 734	-17 115	-135 439		-135 439	-4 251			-139 689
RAZENGUES	6 543			6 543	1 088	-1 089	6 542		6 542	-647			5 894
SÉGOUFIELLE	-108 553	-128 793	20 240	-108 553	11 316	-3 543	-100 780	-20 240	-121 020	-3 744			-124 763
<b>TOTAL</b>	<b>84 520</b>		<b>119 615</b>	<b>69 770</b>	<b>118 833</b>	<b>-99 417</b>	<b>89 186</b>	<b>-119 615</b>	<b>-30 429</b>	-86 000,00	-24 000,00	0,00	<b>-140 429</b>
	909 241				D	AC>0	912 307				D	AC>0	802 961
	-824 721				R	AC<0	-823 120				R	AC<0	-943 390

### Charges de fonctionnement



Sur la période, les dépenses de fonctionnement évoluent en moyenne de 2,6 % (prise en compte de l'inflation).

# Les produits de fonctionnement

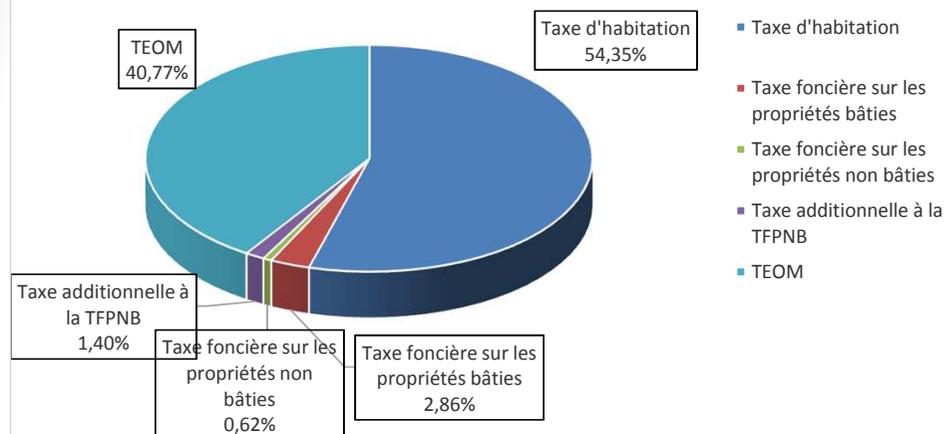
**Apparition de la TVA transférée à compter de 2021 en corrélation avec la baisse du produit de la TH (résidence secondaire)**

Evolution physique	2020/19
Base nette TH	3,0%
Base nette FB	3,2%
Base nette FNB	0,0%
Base nette CFE	3,4%
Indice d'actualisation TH	1,009
Indice d'actualisation FB	1,012
Indice d'actualisation CFE	1,012

€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Produits fct courant stricts	13 715 642	14 243 914	14 394 747	14 772 023	15 142 830	15 525 168	15 919 236
Impôts et taxes	8 924 445	9 374 773	9 579 732	9 859 820	10 149 457	10 449 349	10 759 688
Contributions directes	5 581 359	5 893 504	3 267 072	3 393 848	3 525 917	3 663 507	3 806 858
Impôts ménages	2 826 871	2 937 748	292 455	303 589	315 178	327 239	339 792
TP/CFE	1 222 694	1 279 333	1 338 703	1 398 174	1 460 401	1 525 516	1 593 656
CVAE	951 276	1 084 000	1 028 900	1 070 056	1 112 858	1 157 373	1 203 668
IFER	247 046	254 457	262 091	269 954	278 052	286 394	294 986
TA FNB	68 420	69 104	69 795	70 493	71 198	71 910	72 629
TASCOM	202 778	208 861	215 127	221 581	228 228	235 075	242 128
Rôles supplémentaires	62 274	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000
Attribution de compensation reçue TEOM	823 120	943 390	943 390	943 390	943 390	943 390	943 390
TVA transférée	1 994 701	2 030 829	2 091 754	2 154 507	2 219 142	2 285 716	2 354 287
Attribution FPIC			2 766 492	2 850 040	2 936 111	3 024 782	3 116 130
Solde impôts et taxes (dont GEMAPI)	358 998	361 502	364 021	369 562	374 939	380 496	386 050
	166 267	145 548	147 003	148 473	149 958	151 458	152 972
Dotations et participations	3 557 786	3 559 386	3 479 579	3 550 578	3 605 038	3 660 247	3 716 197
DGF	865 510	851 292	858 728	885 392	894 656	903 790	912 765
Fonds de péréquation divers	13 585	13 561	13 561	13 561	13 561	13 561	13 561
Compensations fiscales	134 442	145 612	37 010	38 876	40 835	42 893	45 055
FCTVA fct	6 377	5 000	5 050	5 101	5 152	5 203	5 255
Solde participations diverses	2 537 872	2 543 922	2 565 230	2 607 650	2 650 835	2 694 801	2 739 561
Autres produits fct courant	1 233 412	1 309 754	1 335 436	1 361 626	1 388 335	1 415 573	1 443 351
Produits des services	1 232 649	1 308 992	1 334 673	1 360 863	1 387 572	1 414 810	1 442 588
Produits de gestion	762	762	762	762	762	762	762
Produits divers d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0
Atténuations de charges	46 960	40 000	41 200	42 436	43 709	45 020	46 371
<b>PROD. FCT COURANT</b>	<b>13 762 602</b>	<b>14 283 914</b>	<b>14 435 947</b>	<b>14 814 459</b>	<b>15 186 539</b>	<b>15 570 189</b>	<b>15 965 607</b>
Produits exceptionnels larges *	34 800	29 700	29 897	30 096	30 297	30 500	30 705
<b>PROD. DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>13 797 402</b>	<b>14 313 614</b>	<b>14 465 844</b>	<b>14 844 555</b>	<b>15 216 836</b>	<b>15 600 689</b>	<b>15 996 312</b>

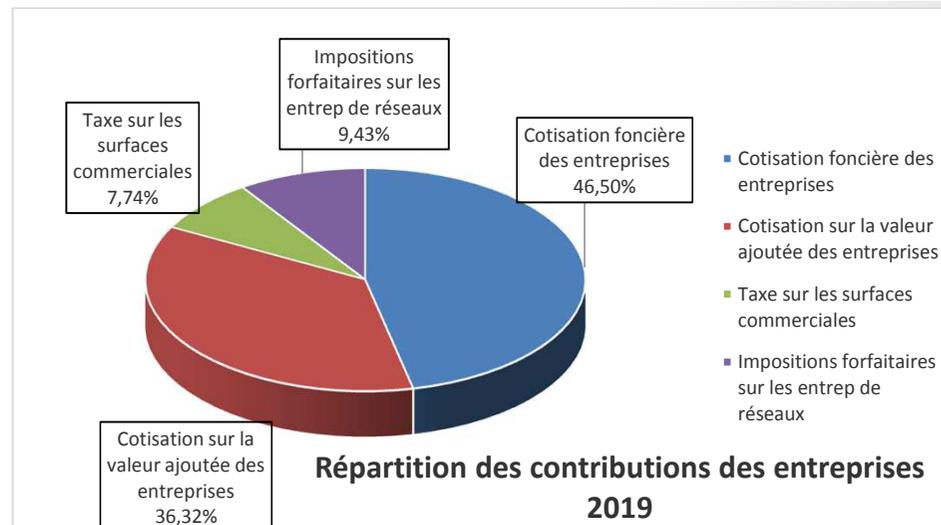
# 73 : impôts et taxes

Répartition des contributions des ménages  
2019



Le principal impôt « ménage » est la TH qui représente plus de 54 % des contributions ménages; impôt très dynamique (4,9%)

La CFE est le principal impôt « entreprises ». Elle représente 46,50 % des contributions entreprises, en forte baisse cette année du fait de la perte d'1 entreprise sur le territoire.



	2019	Variation (%)
<b>Contributions des ménages</b>		
<b>Taxe d'habitation</b>	2 656 689	4,9%
Bases	19 679 196	
Taux	13,50%	
<b>Taxe foncière sur les propriétés bâties</b>	139 850	4,2%
Bases	15 541 953	
Taux	0,90%	
<b>Taxe foncière sur les propriétés non bâties</b>	30 301	3,1%
Bases	580 501	
Taux	5,22%	
<b>Taxe additionnelle à la TFPNB</b>	68 420	11,2%
<b>TEOM</b>	1 993 098	4,1%
<b>Ss total ménages</b>	<b>4 888 358</b>	<b>4,6%</b>
<b>Contributions des entreprises</b>		
<b>Cotisation foncière des entreprises</b>	1 217 794	-4,9%
Bases	3 820 918	
Taux	32,00%	
<b>Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises</b>	951 276	1,9%
<b>Taxe sur les surfaces commerciales</b>	202 778	3,2%
<b>Impositions forfaitaires sur les entrep de réseaux</b>	247 046	3,3%
<b>Ss total entreprises</b>	<b>2 618 894</b>	<b>-1,2%</b>
<b>Taxe GEMAPI</b>	150 001	
<b>Total ménages + entreprises</b>	<b>7 507 252</b>	<b>2,5%</b>

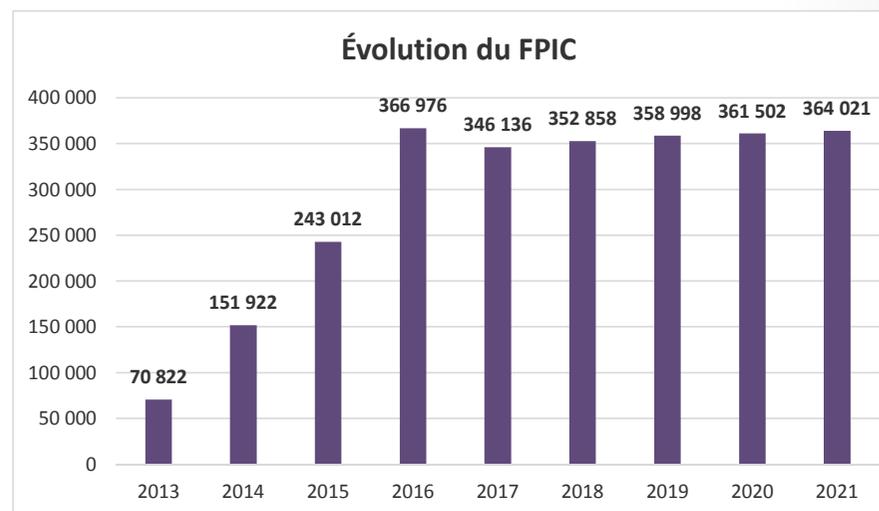
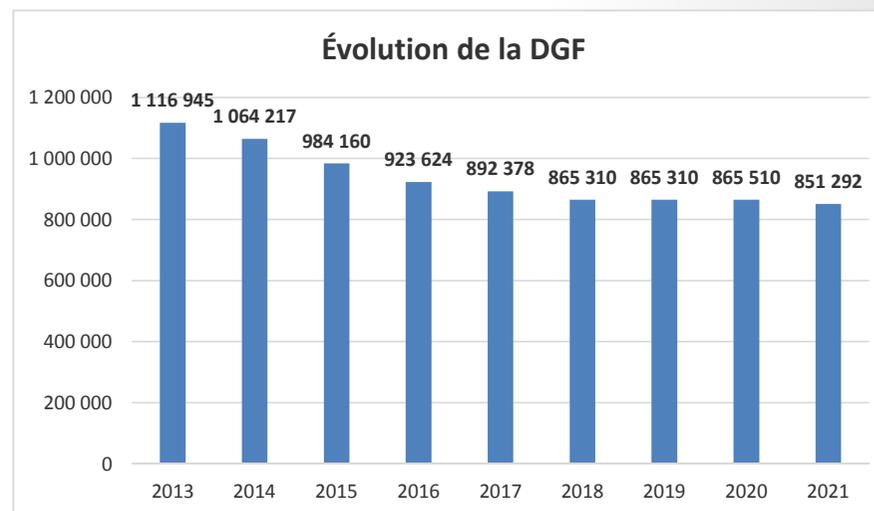
## 74 Dotations et participations

**La Dotation globale de fonctionnement** : en baisse constante depuis 2013 avec un ralentissement de la décroissance depuis 2019. Entre 2013 et 2020, la perte est de plus de 23 %

**Le FPIC** : inversement ce fonds est en augmentation sur la période. Les élus ont fait le choix d'opter pour la dérogation dérogatoire libre et de doter la CCGT d'un montant supérieur à ce qu'elle percevrait avec la répartition de droit commun. Entre 2013 et 2020, la croissance est de plus de 410 %

Il est à noter que le FPIC compense la baisse de la DGF.

**Le solde des participations** est principalement composé des aides de la CAF pour la PE et la Jeunesse : la prestation de service et le CEJ. Ce dernier va être en croissance sur les 4 prochaines années (travail sur l'optimisation du CEJ et de la PS)



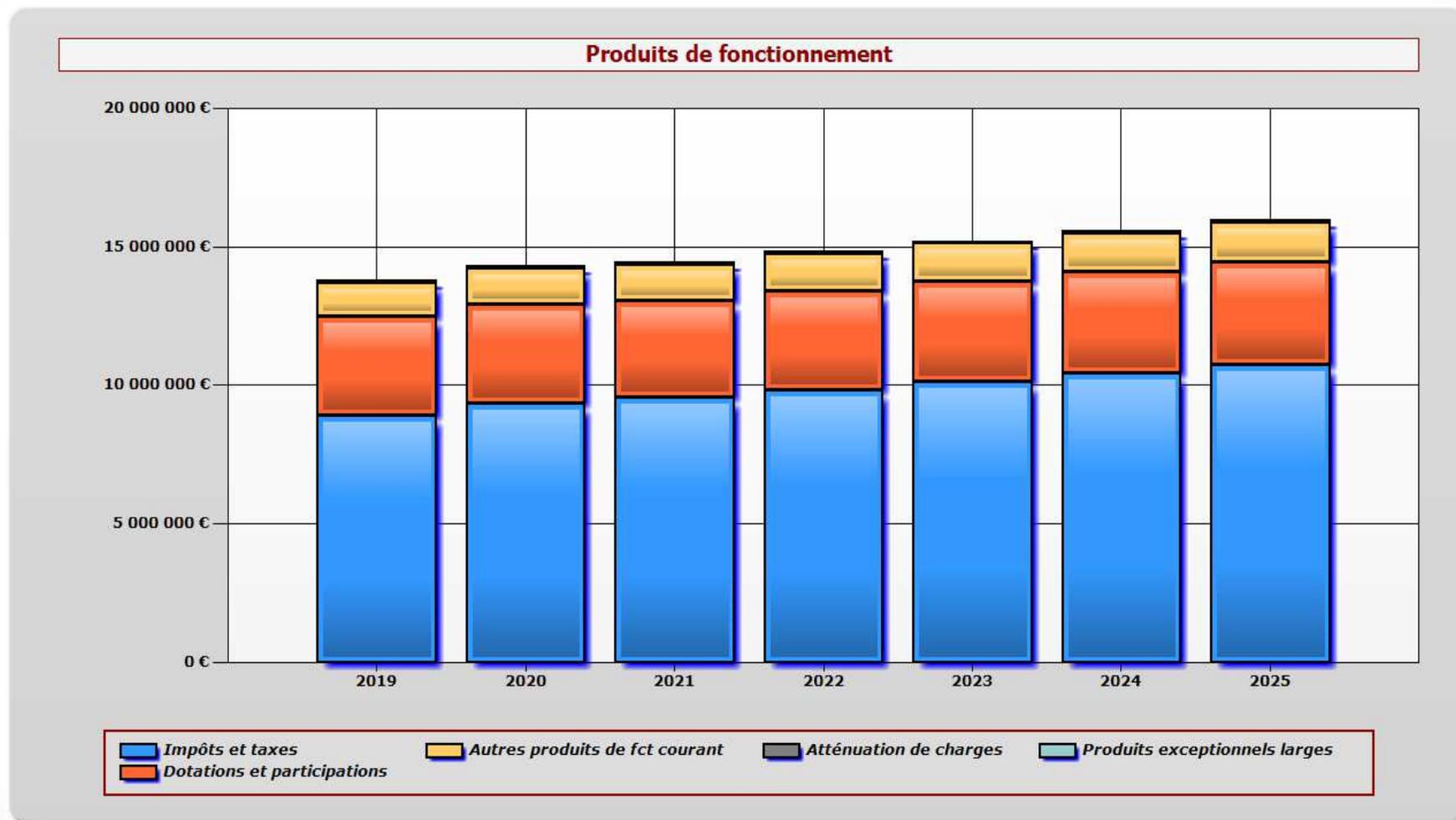
## 70 Produits des services et refacturation

### Les produits des services sont composés :

- de la refacturation aux familles du service PE et Jeunesse pour respectivement 150 k€ et 505 k€ et des entrées, cours et buvette de la Piscine pour 109 k€.
- de la refacturation du service ADS aux communes membres (191 k€ ) et non membres (79 k€). Les produits 2020 sont basées sur un coût de dossier identique à celui de l'année dernière.
- des refacturation d'agents mis à disposition à la mairie de l'Isle Jourdain et aux associations ainsi que la refacturation des frais de bâtiments (200 k€).

RECETTES 2020	BP 2019	CA 2019	BP 2020
6419 - Rbt rému perso (cpam et ass)	31 000,00 €	45 156,76 €	40 000,00 €
74718 - Aides PEC jeunesse	32 300,00 €	26 048,81 €	14 140,00 €
7473 - Aide PEC Petite Enfance	5 800,00 €	6 671,97 €	3 740,00 €
70845 - refactu agents MAD IJ	97 000,00 €	77 193,77 €	30 186,00 €
70845 refact MAD informatique	12 700,00 €	7 717,62 €	23 250,00 €
70875 - refactu communes membres ADS	146 047,00 €	165 098,00 €	191 382,00 €
70848 - refactu MAD Petite Enfance	56 100,00 €	57 797,21 €	59 300,00 €
70848 - refactu MAD école musique	40 000,00 €	37 881,67 €	40 340,00 €
70848 - refactu EPIC OT		0,00 €	77 800,00 €
70878 - refactu communes non membres ADS	70 308,00 €	70 275,24 €	79 273,00 €
	491 255,00 €	493 841,05 €	559 411,00 €
<b>GAINS ESTIMÉS 2020</b>	<b>BP 2019</b>	<b>CA 2019</b>	<b>BP 2020</b>
Jour de carence (012)	7 500,00 €	8 241,22 €	7 500,00 €
Chèque déjeuner au semi réel (012)	2 000,00 €	3 603,60 €	3 000,00 €
Ces gains peuvent servir d'autoassurance	9 500,00 €	11 844,82 €	10 500,00 €

# Les produits de fonctionnement



Sur la période, les produits de fonctionnement évoluent en moyenne de 2,5 % (prise en compte de l'inflation – évolution nominale).

# Les dépenses d'investissement

Montants issus des  
arbitrages réalisés fin 2019  
PPI global : 1 929 065€

	2019	2020
<b>Pôle Petite Enfance</b>	<b>8 750</b>	<b>5 500</b>
Extension crèche Lias	0	
Travaux Fontenilles	0	0
Renouvellement matériel PE	8 750	5 500
<b>Pôle Jeunesse</b>	<b>6 787</b>	<b>19 000</b>
Equipements matériels et mobiliers	6 787	19 000
Equipement ALAE Lias	0	0
<b>Pôle Culture/Sport/Tourisme</b>	<b>48 687</b>	<b>37 500</b>
Gymnase	4 537	26 500
Investissement récurrents	10 277	11 000
Aquabike	9 303	0
Giratoire éclairage	24 570	0
<b>Pôle Aménagement territoire</b>	<b>232 958</b>	<b>282 795</b>
PLUI/PLH	99 918	177 960
Equipements divers et logiciels	4 543	3 500
Schémas directeurs	43 124	4 342
Gers numérique	85 373	96 993
<b>Pôle éco. / environnement</b>	<b>61 646</b>	<b>47 000</b>
Aménagt Bassin l'Hesteil	0	20 000
Etude mobilité	32 886	0
Etudes Hesteil et relevés topo	25 144	0
Schéma stratégiq Vélos	3 616	15 000
Etude faisabilité projet tiers lieu Roulage	0	12 000
<b>Pôle Services techniques</b>	<b>533 489</b>	<b>1 256 039</b>
Piscine	20 564	254 000
MJC (dont radio fil de l'eau)	0	124 000
Réhabilitation Frégouville	10 758	192 733
Travaux divers batiments	17 845	22 000
Voirie ZA	32 208	100 000
ZA POUMADERES	45 932	26 500
Rénovation éclairage pubic ZAE	0	20 000
AAGV	16 100	16 000
Acquisition parcelle SDIS	3 495	0
Fouille archéologiques SDIS	278 222	112 985
Construction giratoire gymnase	14 948	0
Divers services techniques	43 416	59 000
Travaux fossé PPII	50 000	328 821
<b>Hors programme</b>	<b>78 326</b>	<b>151 254</b>
Investissements récurrents	78 326	110 154
Informatique	0	41 100
Autres opérations d'équipement	67 251	0
Autres fonds de concours et subventions	55 230	0
Autres opérations pour compte de tiers	14 948	0
<b>Total DI hors dette</b>	<b>1 109 472</b>	<b>1 799 088</b>
Remboursement anticipé	2 000 000	0
<b>Total DI hors capital</b>	<b>3 109 472</b>	<b>1 799 088</b>

# Les recettes d'investissement

Les dépenses d'équipement sont estimées à compter de 2021 à 1,5 M€ par an, soit sur la période 2020-2025 à 9,3 M€ de dépenses équipements.

Les recettes sont de trois ordres : l'épargne nette et les ressources propres, les subventions et le recours à l'emprunt.

Sur la même période, l'autofinancement représente 4 M€ soit 44 %, les subventions 3,6 M€ soit 39 % et l'emprunt moins d'1M soit 11 %. Ce qui fait au total 94 % du financement, les 6 % restant vont être prélevés sur l'excédent global de clôture.

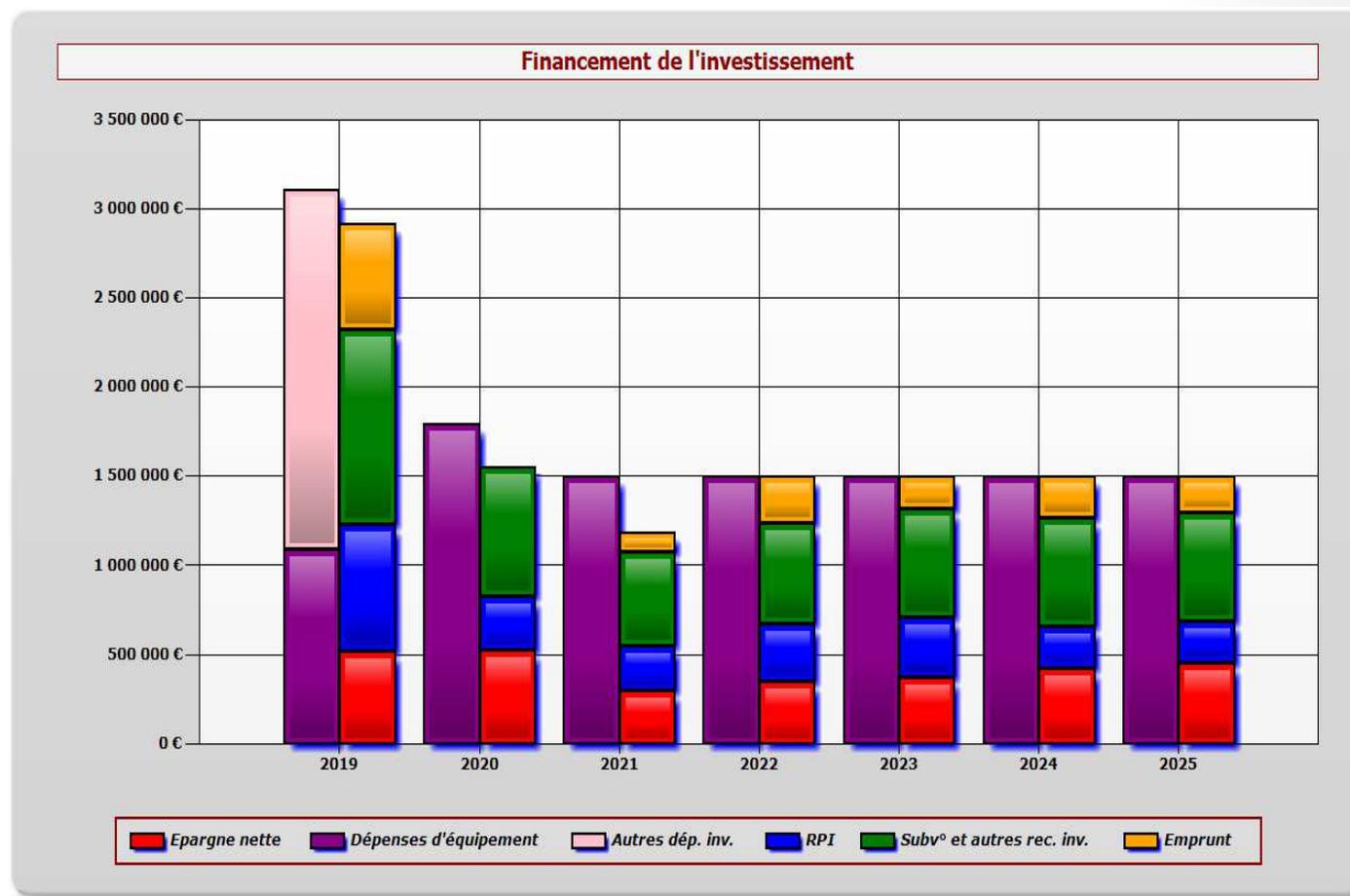
€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	
<b>Dép. d'inv. hs annuité en capital</b>	<b>3 109 472</b>	<b>1 799 088</b>	<b>1 500 422</b>	<b>1 499 993</b>	<b>1 499 993</b>	<b>1 499 993</b>	<b>1 499 993</b>	9 299 482
Dép. d'inv. hs dette	1 109 472	1 799 088	1 500 422	1 499 993	1 499 993	1 499 993	1 499 993	
Dépenses d'équipement	1 093 123	1 799 088	1 500 422	1 499 993	1 499 993	1 499 993	1 499 993	
Dépenses directes d'équipement	952 520	1 702 095	1 279 429	1 279 000	1 403 000	1 403 000	1 403 000	
Dépenses indirectes (FdC et S.E.)	140 603	96 993	220 993	220 993	96 993	96 993	96 993	
Opérat° pour cpte de tiers (dép)	14 948	0	0	0	0	0	0	
AC Investissement	0	0	0	0	0	0	0	
Autres dépenses d'inv.	1 400	0	0	0	0	0	0	
Remboursements anticipés	2 000 000	0	0	0	0	0	0	
<b>Financement des investissements</b>	<b>2 921 886</b>	<b>1 555 471</b>	<b>1 188 422</b>	<b>1 499 993</b>	<b>1 499 993</b>	<b>1 499 993</b>	<b>1 499 993</b>	8 743 865
Epargne nette	522 376	524 050	298 017	351 697	375 338	423 316	452 991	
Ressources propres d'inv. (RPI)	712 025	303 541	247 902	317 846	334 118	234 118	234 118	4 097 054
FCTVA	401 114	223 369	167 902	167 846	184 118	184 118	184 118	
Produits des cessions	0	0	0	0	0	0	0	
AC Investissement	0	0	0	0	0	0	0	
Diverses RPI	310 911	80 172	80 000	150 000	150 000	50 000	50 000	
Opérat° pour cpte de tiers (rec)	132 837	0	0	0	0	0	0	
Fonds affectés (amendes...)	0	0	0	0	0	0	0	
Subventions yc DETR / DSIL	954 649	727 879	533 408	570 708	609 208	609 208	609 208	3 659 621
Emprunt	600 000	1	109 095	259 742	181 328	233 351	203 675	987 190
Variation de l'excédent global	-187 586	-243 617	-312 000	0	0	0	0	

€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Excédent global de clôture (EGC)	1 545 731	1 302 114	990 114	990 114	990 114	990 114	990 114

# Les recettes d'investissement

Il est à noter que la période 2020-25 est quasi identique à la période précédente dans le ratio de financement de l'investissement.

Il faudra tout de même être vigilant aux dépenses d'équipement qui ne pourront pas être bien plus importantes que 1,5 M€ par an car autrement le recours à l'emprunt sera plus massif. Le remboursement des annuités peut venir déstabiliser notre modèle financier et l'épargne nette.



## Résultat de la prospective 2020-25 : la chaîne de l'épargne

€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Produits de fct. courant	13 762 602	14 283 914	14 435 947	14 814 459	15 186 539	15 570 189	15 965 607
- Charges de fct. courant	12 851 343	13 352 496	13 740 825	14 059 573	14 387 578	14 725 116	15 072 470
<b>= EXCÉDENT BRUT COURANT (EBC)</b>	<b>911 259</b>	<b>931 418</b>	<b>695 121</b>	<b>754 886</b>	<b>798 960</b>	<b>845 073</b>	<b>893 137</b>
<b>+ Solde exceptionnel large</b>	<b>-109 951</b>	<b>-119 525</b>	<b>-119 797</b>	<b>-120 076</b>	<b>-120 362</b>	<b>-120 654</b>	<b>-120 953</b>
= Produits exceptionnels larges*	34 800	29 700	29 897	30 096	30 297	30 500	30 705
- Charges exceptionnelles larges*	144 751	149 225	149 694	150 172	150 659	151 154	151 658
<b>= ÉPARGNE DE GESTION (EG)</b>	<b>801 307</b>	<b>811 893</b>	<b>575 324</b>	<b>634 810</b>	<b>678 599</b>	<b>724 419</b>	<b>772 184</b>
- Intérêts	105 312	83 362	79 272	76 139	76 991	75 336	75 409
<b>= ÉPARGNE BRUTE (EB)</b>	<b>695 995</b>	<b>728 531</b>	<b>496 052</b>	<b>558 671</b>	<b>601 608</b>	<b>649 083</b>	<b>696 774</b>
- Capital	173 619	204 482	198 035	206 974	226 269	225 768	243 783
<b>= ÉPARGNE NETTE (EN)</b>	<b>522 376</b>	<b>524 050</b>	<b>298 017</b>	<b>351 697</b>	<b>375 338</b>	<b>423 316</b>	<b>452 991</b>

€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Encours au 31.12	3 447 294	3 242 813	3 153 873	3 206 641	3 161 699	3 169 282	3 129 174
Epargne brute	695 995	728 531	496 052	558 671	601 608	649 083	696 774
<b>ENCOURS au 31/12 / ÉPARGNE BRUTE</b>	<b>5,0</b>	<b>4,5</b>	<b>6,4</b>	<b>5,7</b>	<b>5,3</b>	<b>4,9</b>	<b>4,5</b>

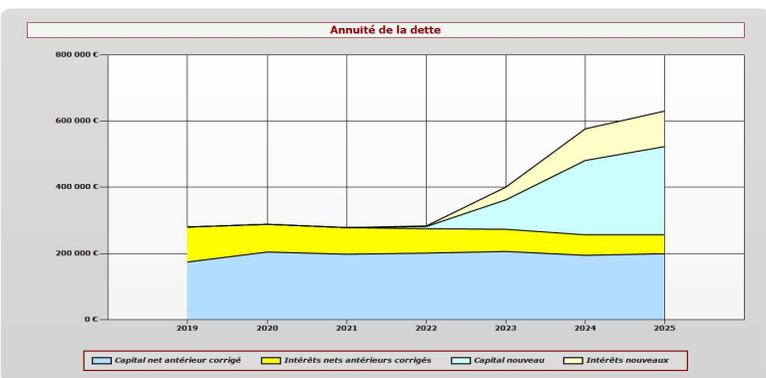
Malgré la réforme de la TH, l'épargne nette est stabilisée entre 300 et 500 k€ sur la période, le délai de désendettement est bas. Cependant ce scénario ne prend pas en compte les effets du retrait de la commune de Fontenilles ni un programme d'investissement plus ambitieux.

# Scénario 1 : des dépenses d'investissement en forte croissance

+ 4 M€ de dépenses supplémentaires d'investissement, sur la période, liées à la construction d'un équipement structurant sur 2022 et 2023, subventionné à 40 %. 105 k€ de dépenses de fonctionnement induits à partir de 2024 (70 k€ en 011 et 35 k€ en 012).

€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Produits de fct. courant	13 762 602	14 283 914	14 435 947	14 814 459	15 186 539	15 570 189	15 965 607
- Charges de fct. courant	12 851 343	13 352 496	13 740 825	14 059 573	14 387 578	14 830 116	15 198 520
<b>= EXCÉDENT BRUT COURANT (EBC)</b>	<b>911 259</b>	<b>931 418</b>	<b>695 121</b>	<b>754 886</b>	<b>798 960</b>	<b>740 073</b>	<b>767 087</b>
<b>+ Solde exceptionnel large</b>	<b>-109 951</b>	<b>-119 525</b>	<b>-119 797</b>	<b>-120 076</b>	<b>-120 362</b>	<b>-120 654</b>	<b>-120 953</b>
= Produits exceptionnels larges*	34 800	29 700	29 897	30 096	30 297	30 500	30 705
- Charges exceptionnelles larges*	144 751	149 225	149 694	150 172	150 659	151 154	151 658
<b>= ÉPARGNE DE GESTION (EG)</b>	<b>801 307</b>	<b>811 893</b>	<b>575 324</b>	<b>634 810</b>	<b>678 599</b>	<b>619 419</b>	<b>646 134</b>
- Intérêts	105 312	83 362	79 272	76 139	106 934	159 108	165 558
<b>= ÉPARGNE BRUTE (EB)</b>	<b>695 995</b>	<b>728 531</b>	<b>496 052</b>	<b>558 671</b>	<b>571 664</b>	<b>460 311</b>	<b>480 576</b>
- Capital	173 619	204 482	198 035	206 974	293 063	418 029	465 797
<b>= ÉPARGNE NETTE (EN)</b>	<b>522 376</b>	<b>524 050</b>	<b>298 017</b>	<b>351 697</b>	<b>278 602</b>	<b>42 282</b>	<b>14 779</b>

€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Encours au 31.12	3 447 294	3 242 813	3 153 873	4 404 370	6 512 579	6 775 224	7 017 604
Épargne brute	695 995	728 531	496 052	558 671	571 664	460 311	480 576
<b>ENCOURS au 31/12 / ÉPARGNE BRUTE</b>	<b>5,0</b>	<b>4,5</b>	<b>6,4</b>	<b>7,9</b>	<b>11,4</b>	<b>14,7</b>	<b>14,6</b>



Cette simulation appelle à la vigilance : les indicateurs passent au rouge en 2024 avec une épargne nette proche de 0 et un délai de désendettement qui dépasse 12 ans. Le montant de l'emprunt sur la période est de 5,4 M€ contre 1 dans le scénario précédent.

# Arbitrages budgétaires 2020

## Chapitre 011 : dépenses à caractère général

Pour aller plus loin que les éléments présentés dans la prospective :  
proposition par service de pistes d'économies supplémentaires

Service Environnement
BP 2020 : 20 700 €
Assistance juridique (15 k€)
<b>Economie : 5 000 €</b>

Service Économie
BP 2020 : 34 899 €
AMO étude marketing territorial
<b>Économie 30 000 €</b>

Services techniques
BP 2020 : 503 800 €
Réductions du programme d'entretien des bâtiments
<b>Économie 15/20 000 €</b>

# Arbitrages budgétaires 2020

## Chapitre 012 : nouveaux recrutements et action sociale

total CA 2018	5 437 852,80 €	
Total BP 2019	5 694 005,78 €	
total CA 2019	5 458 586,63 €	
total BP 2020	5 640 517,09 €	3,33%
total 2020 + nouv. recrutements + action sociale	<b>5 699 517,09 €</b>	4,41%
total 2020 + 2 recrutements + action soc	<b>5 680 517,09 €</b>	4,07%

DETAILS NOUVEAUX RECRUTEMENTS 2020	ANNEE PLEINE	2020
Technicien VRD	42 000,00 €	20 000,00 € 6 mois
Chef d'équipe ST	38 000,00 €	19 000,00 € 6 mois
Assistant développement économie	42 000,00 €	20 000,00 € 6 mois
<b>ACTION SOCIALE</b>		20 000,00 €
		<b>79 000,00 €</b>

2021
40 000,00 €
38 000,00 €
40 000,00 €
40 000,00 €
<b>158 000,00 €</b>

Les membres du Bureau et de la commission Finances valident la proposition retenue dans la prospective : recrutement d'un technicien VRD, de l'assistant développement économie et mise en place d'une action sociale, soit 60 k€ pour 2020 et 120 k€ pour les années suivantes.

# Arbitrages budgétaires 2020

## Chapitre 65 : subventions aux associations

	Subv 2017	Subv 2017	Evolution	Subv 2018	Subv 2019	Subv 2019	Subv 2020	Subv 2020	Cout réel
	sollicitée	octroyée	2016/17	octroyée	sollicitée	octroyée	sollicitée	proposition	supplem
API/CENTRE SOC	944 272 €	944 272 €	19,5%	944 272 €	944 272€ 991 772€	944 272€	992 042€	991 292€	+47 020€
CLAUDE NINARD	189 000,00	189 000 €	1,6%	189 000 €	193 000€	189 000€	190 890€	190 890€	+1 890€
OIS	78 232,00	78 232 €	18,5%	69 154€*	80 931€	69 154€	67 000€	67 000€	-2 154€
ÉCOLE DE MUSIQUE	132 500,00	132 500 €	6,4%	132 500 €	132 500€	132 500€	134 500€	132 500€	0
MJC	32 000 €	32 000 €	0,0%	32 000 €	32 000€	32 000€	32 000€	32 000€	0
FRMJC	56 572 €	56 632 €	0,1%	57 700 €	56 612€	56 612€	56 612€	56 612€	0

# Arbitrages budgétaires 2020

## Chapitre 65 : subventions aux associations

SUBVENTIONS - 6574	MONTANT OCTROYE 2017	SOLLICITE 2018	MONTANT OCTROYE 2018		SOLLICITE 2019	MONTANT OCTROYE EN 2019	SOLLICITE 2020	1ers ARBITRAGES 2020
ADDA (association dép de développemetrn des arts)					4 904,00	4 000,00	4 904,00	3 500,00
Arbre et paysage (830)					5 000,00	2 500,00	7 500,00	7 500,00
ADIE	1 500,00	1 500,00	1 500,00	31-mai	1 500,00	1 350,00	1 350,00	1 000,00
ALOJEC - plate forme des jeunes	5 000,00					0,00		0,00
Amicale des agents Mairie Isle-Jourdain et CCGT	1 000,00	2 000,00	1 500,00		2 000,00	1 800,00		1 500,00
ASSOCIATION CHEMIN ST JACQUES	1 200,00	0,00			8 097,00	0,00		0,00
CAP FONTENILLES	1 000,00	1 000,00	1 000,00	18-juin	1 000,00	900,00		800,00
CAP Formations Sport							1 000,00	0,00
CARNAVAL GASCON		500,00	500,00		500,00	0,00		0,00
CIDFF	1 400,00	1 400,00	1 400,00	06-juil	1 400,00	1 250,00	1 250,00	1 250,00
Culture Porte de Gascogne						8 000,00		7 000,00
ESCOTA & MINJA		2 500,00	1 000,00	17-mai	1 000,00	0,00	1 000,00	
ESTRELLAPINK		900,00	0,00					0,00
GASCONS DE PLUME		0,00						0,00
GERS DÉVELOPPEMENT	20 000,00	20 000,00	20 000,00	06-juil		10 000,00		5 000,00
GROUPEMENT AGRICULTEURS DE LA CCGT (830)	4 000,00	4 000,00	4 000,00	12-nov	4 000,00	3 600,00	4 000,00	3 000,00
GROUPEMENT AGRICULTEURS DE LA CCGT (830)		10 000,00	10 000,00		10 000,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
LA RONDE DES CANAILLOUX	8 271,00	8 271,00	8 271,00		8 300,00	8 271,00	8 271,00	8 271,00
L'EN-JEUX	8 271,00	8 271,00	8 271,00	06-juil	19 712,00	19 712,00	19 963,00	19 963,00
LISLACTION	7 000,00	5 000,00	5 000,00	18-juin	5 000,00	4 500,00	5 000,00	4 000,00
L'OUTIL EN MAIN	1 000,00	1 000,00	1 000,00	31-mai	1 000,00	900,00	900,00	900,00
MISSION LOCALE DU GERS		1€/hab				1 000,00	1 000,00	1 000,00
SESAME	2 200,00	2 500,00	2 000,00	31-mai	2 200,00	1 000,00		1 000,00
VELOSCOPE	4 500,00	4 500,00	4 000,00	18-juin	4 000,00	3 000,00		3 000,00
PLAN NUTRITION SANTÉ	5 100,00	8 000,00	8 000,00		8 000,00	8 000,00	0,00	
SAPEURS POMPIERS HUMANITAIRES							montant libre	0,00
	<b>66 342,00</b>	<b>84 842,00</b>	<b>77 942,00</b>	<b>519 343,00</b>	<b>88 184,00</b>	<b>89 783,00</b>	<b>66 138,00</b>	<b>78 684,00</b>

# Arbitrages budgétaires 2020

## Chapitre 65 : subventions aux associations

SUBVENTIONS - 65737	MONTANT OCTROYE 2017	SOLLICITE 2018	MONTANT OCTROYE 2018	SOLLICITE 2019	MONTANT OCTROYE EN 2019	SOLLICITE 2020	ARBITRAGES 2020
CHAMBRE DES MÉTIERS		3 160,00	3 160,00	4 025,00	3 000,00	5 248,00	3000
GERS NUMÉRIQUE (syn. mixte)	123 900,71	27 733,04	27 733,04		21 699,00		28 000,00
GEMAPI					88 682,00	88 682,00	88 682,00
MANÉO - participation à l'habitant				49 306,00	49 306,00		40 000,00
MANÉO - participation coût de l'aire					5 703,00		5 800,00
SCoT de Gascogne (syn. mixte)	25 042,80	38 536,20	38 536,20		39 479,40		40 000,00
PETR	0,00	62 607,00	62 607,00	62 607,00	62 607,00		62 607,00
	148 943,51	69 429,24	69 429,24	53 331,00	273 476,40		268 089,00
Fonds Concours MEDIATHÈQUE Pujaudran	0			50 000,00	50 000,00		

Les membres du Bureau et de la commission Finances valident les propositions retenues dans la prospective sauf pour l'Enjeux où il est décidé une diminution de la subvention de 2 000€

**Pour aller plus loin que les éléments présentés dans la prospective :  
proposition de pistes d'économies supplémentaires**

#### ENVIRONNEMENT

Schéma stratégique vélo : - 15 k€

#### INFORMATIQUE

Renouvellement matériels sur 3 ans au lieu de 2: - 8 k€

#### ÉCONOMIE

Étude faisabilité Tiers lieu complémentaire : - 12 k€

#### SERVICES TECHNIQUES

Travaux voirie et éclairage public (120 k€) : - 30 k€

Étude agrandissement École de musique : - 10 k€

Abri fumeur Maison Enfance : - 2,5 k€

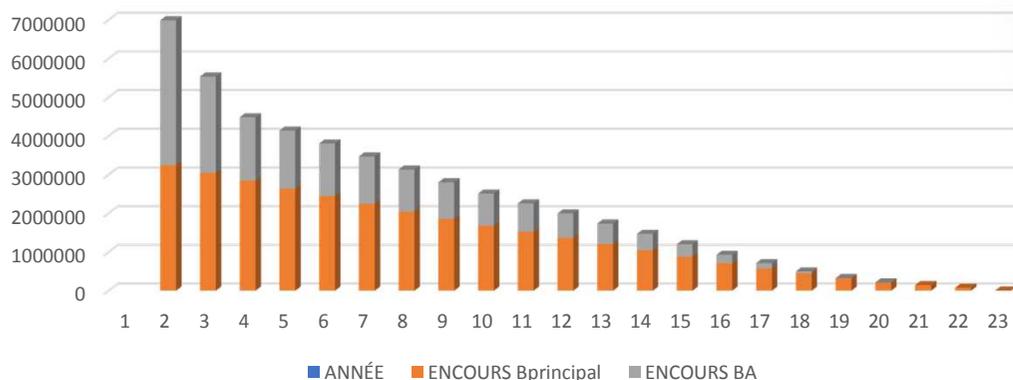
**Les membres du Bureau et de la commission Finances valident les propositions retenues dans la prospective pour le volet investissement en modifiant l'enveloppe travaux voirie et éclairage public de 40k€ soit 80k€ au lieu de 120k€.**

# Les budgets annexes

La CCGT compte 7 budgets annexes :

- MCEF
- Photovoltaïque
- ZA Génibrat
- ZA Espèche
- ZA le Roulage
- ZA Pont Peyrin 3
- ZA Les Martines

Encours de la dette consolidée (y compris prêt relais)  
de 2020 à 2041  
budget principal et budgets annexes



La prospective ne prend pas en compte les budgets annexes hormis la subvention exceptionnelle et la provision pour les BA Espèche et le Roulage de 60 k€, chacune inscrite au BP depuis 3 ans.

L'impact des BA sur la situation financière du budget principal intervient au moment de la clôture de ces budgets et de la reprise dans le budget principal des déficits/excédents et du patrimoine (espaces, verts, voirie...).

## Synthèse du DOB 2020

- Sur la période 2010/2019 et notamment à compter de 2015, il est à noter une épargne nette en augmentation constante (entre 300 et 500 k€) malgré de nombreux transferts et création de services ainsi qu'un ratio de désendettement très satisfaisant malgré un programme d'investissement ambitieux sur le mandat.
- Cette situation financière saine permet d'aborder la prochaine période 2020/2025 de manière sereine même s'il faut conserver une politique claire de maîtrise des dépenses et d'optimisation des recettes.
- La réforme de la TH a un impact négatif mesuré sur le montant des contributions et donc sur l'épargne nette puisque une légère inflexion est à noter en 2021.
- Il faudra tout de même être vigilant quant aux effets du retrait de la commune de Fontenilles sur l'épargne nette, du déficit de clôture du BA du Roulage et du niveau d'investissement sur le prochain mandat.